DR KARL HELFFERICH - LA PROSPÉRITÉ NATIONALE DE L'ALLEMAGNE DE 1888 À 1913

X.
1178
(1914)

Dépôt
annexe

1595886

REÇU LE
21 JAN. 2013
FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Dépôt
Annexe

X. 2
1178 2-

2

X. 1178

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 595 886

LA PROSPÉRITÉ NATIONALE DE L'ALLEMAGNE

de 1888 à 1913

PAR

DR. KARL HELFFERICH
DIRECTEUR DE LA DEUTSCHE BANK.

GEORG STILKE, ÉDITEUR
BERLIN NW. 7
1914

13667
2
21
ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
X. 1178

LA PROSPÉRITÉ NATIONALE DE L'ALLEMAGNE

de 1888 à 1913

PAR

DR. KARL HELFFERICH
DIRECTEUR DE LA DEUTSCHE BANK.

GEORG STILKE, ÉDITEUR
BERLIN NW. 7
1914

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.
Copyright 1914 by Georg Stilke, Berlin.

Préface.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Ce mémoire sur le développement de la richesse nationale de l'Allemagne au cours des vingt-cinq dernières années a paru dans le grand ouvrage sur «la Culture sociale et la Prospérité nationale de l'Allemagne durant les vingt-cinq premières années du règne de l'empereur Guillaume II» (Soziale Kultur und Volkswohlfahrt während der ersten 25 Regierungsjahre Wilhelm II.). Cet ouvrage fut publié en l'honneur du Jubilé de Sa Majesté Impériale chez M. Georg Stilke par les soins de M. de Behr-Pinnow et de MM. les professeurs Dietrich et Kayserling.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Table des Matières.

Pages
Introduction 3

Première Partie.
La Population, l'Outillage technique et l'Organisation économique.

I. La population. La population et les ressources nationales. L'accroissement de la population en Allemagne. L'excédent des naissances. La diminution de l'émigration et l'accroissement de l'immigration. L'intensité croissante du travail en Allemagne. Les modifications de la répartition de la population et l'attraction exercée par le commerce et l'industrie 5

II. L'outillage technique. Les sciences naturelles comme bases de la technique moderne. Le perfectionnement de la machine à vapeur et l'augmentation de leur nombre et de leur puissance en Allemagne. L'électricité dans la technique des courants à basse et à haute tension. La transmission de l'énergie et son influence sur l'exploitation des sources d'énergies. Le moteur à gaz. Les moteurs à combustion. Le développement de l'industrie des machines jusqu'à l'automobile et au dirigeable. La chimie et la technique. La chimie agricole. Les améliorations des procédés pour l'extraction du fer et la fabrication de l'acier. L'exploitation des mines de charbon et les produits de la houille. L'industrie chimique. Récapitulation . 13

Pages

III. L'organisation économique. La nature de l'organisation économique. La division du travail et la concentration du travail; les méthodes et la discipline du travail. La combinaison du capital et du travail. Les progrès de la division du travail dans l'économie nationale et dans l'économie mondiale. Les progrès de la concentration du travail favorisent les grandes entreprises. La mobilisation et la concentration des capitaux sont facilitées par le perfectionnement de l'organisation du capital et par le développement du crédit. Les syndicats, les associations d'intérêts etc. Le perfectionnement de l'organisation économique et les nouveaux problèmes posés par notre développement national 25

Deuxième Partie.

La Production, le Mouvement économique et la Consommation.

I. La production. Statistique de la production. Le développement de la production agricole: les denrées alimentaires, les betteraves, l'élevage du bétail. Le développement de la production industrielle: l'extraction de la houille, la production du fer et de l'acier, les autres industries, leurs progrès d'après le nombre des ouvriers employés, des machines à vapeur et d'après l'importance de l'exportation 40

II. Le mouvement économique. L'augmentation du nombre des personnes occupées dans le commerce, le développement du service des renseignements et du mouvement monétaire. Le développement des transports à l'intérieur: les chemins de fer et les routes fluviales. Le développement du commerce avec l'étranger: le commerce extérieur et la navigation maritime. La consolidation de nos relations économiques avec l'étranger: la politique commerciale,

Pages

la politique coloniale, les entreprises allemandes à l'étranger, la flotte de guerre 57

III. La consommation. Le développement de la consommation des principaux aliments. La consommation de la viande. La consommation des boissons alcooliques, du tabac, du sel, du sucre, des denrées coloniales du coton 75

Troisième Partie.

Le Revenu national et la Fortune nationale.

I. Le revenu national de l'Allemagne. Les résultats de l'impôt sur le revenu en Prusse. Estimations complémentaires. Le revenu moyen par tête = 600 marcs, le revenu total de l'Allemagne = 40 milliards de marcs. Comparaison avec les estimations françaises et anglaises. La répartition du revenu national entre les différentes catégories de revenus et l'évolution de cette répartition: forte diminution du nombre des gens ayant un revenu inférieur à 900 marcs, forte augmentation des revenus de 900 à 3000 et de 3000 à 6500 marcs, donc point de ploutocratie, mais amélioration de la situation de la grande masse. Les salaires en Angleterre et en Allemagne 82

II. La fortune nationale de l'Allemagne. Les résultats de l'impôt sur la fortune en Prusse. Les suppléments. Les résultats des statistiques de l'assurance contre l'incendie et les estimations complémentaires. Le total de la fortune nationale de l'Allemagne: au moins 300 milliards de marcs contre 200 milliards en 1895. Comparaison avec les estimations françaises, anglaises et américaines 94

III. L'accroissement annuel de la prospérité nationale de l'Allemagne. La consommation annuelle de l'Empire, des États confédérés et des autres cor-

Pages

porations publiques. L'accroissement visible de la fortune nationale d'après la statistique des émissions, des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne, etc. Estimation de l'accroissement total annuel de la fortune d'après l'assiette de l'impôt sur la fortune et d'après l'augmentation des valeurs assurées contre l'incendie: accroissement moyen dans les quinze dernières années d'environ 6 à 7 milliards; dans les trois dernières années environ 10 milliards de marcs 104

LA PROSPÉRITÉ NATIONALE DE L'ALLEMAGNE

de 1888 à 1913

Introduction.

Le travail est la force qui crée la prospérité nationale et l'augmente. Par ce mot, nous entendons aussi bien le travail manuel de l'ouvrier que le travail intellectuel du savant.

Le producteur du travail, c'est l'homme — ou s'il s'agit d'un État — la population.

Le travail a pour résultat la production des biens.

Le rendement du travail s'accroît par suite du perfectionnement de l'outillage technique et de l'organisation.

Cet accroissement du rendement du travail s'exprime pour l'ensemble d'un peuple par les chiffres de sa production et de son mouvement économique.

Le but du travail dans le domaine économique est la consommation.

L'excédent du rendement de la production sur la dépense nécessaire à cette production constitue le revenu national.

L'excédent du revenu national sur la consommation représente l'accroissement de la fortune nationale.

Ce sont là les éléments des questions traitées dans ce mémoire.

Le développement économique idéal est celui d'un peuple qui, tout en croissant, réussit à augmenter le rendement de son travail et, par suite, son revenu dans une telle proportion qu'il peut améliorer ses conditions de vie, satisfaire largement à ses besoins matériels et intellectuels et élever ainsi le niveau de la prospérité nationale.

PREMIÈRE PARTIE.

La Population, l'Outillage technique et L'Organisation.

I. La Population.

Le mouvement de la population d'un pays est l'élément fondamental du développement économique, social, politique et intellectuel de ce pays. L'accroissement de la population est pour un pays un accroissement de ses forces actives et de sa puissance politique, un élargissement de ses problèmes sociaux, intellectuels et moraux. Inversement, l'accroissement de la population suppose une augmentation du rendement du travail assurant à cette population ce qui est nécessaire à sa subsistance.

Une théorie économique bien connue prétend que la population a une tendance naturelle à croître au delà des limites de la production possible. La misère des

masses serait alors une conséquence aussi inévitable que l'effet d'une loi naturelle. Nous savons aujourd'hui que cette prétendue loi de la nature n'a point de valeur absolue. La production possible d'un pays n'est pas une donnée fixe qui ne varie que selon des règles déterminées; l'accroissement de l'intensité du travail, l'amélioration de l'outillage technique et de la méthode, le perfectionnement de l'organisation, l'élargissement des échanges nationaux et internationaux peuvent la développer dans une telle mesure qu'elle suive ou même précède l'accroissement naturel de la population. Cette possibilité est l'unique fondement de notre espoir en un continuel progrès des peuples; disons tout de suite que cet espoir s'est pleinement réalisé de notre temps et dans le pays que nous sommes heureux de nommer notre patrie.

En 1816, le territoire de ce qui est aujourd'hui l'Empire allemand n'était peuplé que d'environ vingt-cinq millions d'habitants. En 1871, cette population s'élevait à 41 millions.

En 1888, l'année de l'avènement de l'empereur Guillaume II, l'Empire comptait 48 millions d'habitants. Dans les 25 années écoulées depuis lors, le nombre des habitants augmenta de plus d'un tiers: il est aujourd'hui de 66 millions.

Depuis longtemps, l'excédent annuel des naissances est d'environ 800 000 individus; par rapport au nombre de la population, il est plus fort en Allemagne que dans les autres grands États européens, à l'exception de la Russie; il est même supérieur à celui des États-Unis d'Amérique. En 1911, l'excédent des naissances sur les décès était, pour 1000 habitants, de

11,3	. . . .	en Allemagne
17,0	. . . .	en Russie*)
9,5	. . . .	en Autriche
9,9	. . . .	en Hongrie
9,8	. . . .	en Angleterre (y compris le pays de Galles)
10,1	. . . .	en Italie
0,9	. . . .	en France
5,4—9,9	. .	aux États-Unis autant qu'on peut en juger par les statistiques existant dans les États particuliers.

On ne saurait dissimuler que les chiffres de l'excédent des naissances en Allemagne accusent un recul très marqué depuis 1902. De 1881 à 1890, l'excédent des naissances par 1000 habitants fut de 11,7; de 1891 à 1900, il fut de 13,9; de 1901 à 1910, il fut même de 14,3, en moyenne, et constitue encore un progrès. Cependant le sommet de la courbe (15,6) fut atteint en 1902, alors que nous nous trouvions en 1911 à 11,3, en 1912 à 12,7. Il serait trop long d'aborder, ici, la question fort délicate des causes de cette diminution. Bornons-nous à dire que le fait même de ce recul nous oblige à réfléchir sérieusement sur quelques points moins rassurants de notre développement économique et social.

Pour bien juger l'ensemble de ce développement, il est particulièrement intéressant de connaître la croissance ou la décroissance de la natalité et de la mortalité. L'excédent de la natalité n'est que la différence de ces deux chiffres.

---

*) en 1906.

Moyenne annuelle	Total			Proportion par 1000 habitants		
	Naissances	Décès	Excédent des naissances	Naissances	Décès	Excédent des naissances
1871/1880	1 743 888	1 232 854	511 034	40,7	28,8	11,9
1881/1890	1 798 778	1 247 470	551 308	38,2	26,5	11,7
1891/1900	1 964 108	1 233 843	730 265	37,3	23,5	13,9
1901/1910	2 061 482	1 195 144	866 338	33,9	19,7	14,3
1911	1 927 039	1 187 094	739 945	29,5	18,2	11,3
1912	1 925 883	1 085 996	839 887	29,1	16,4	12,7

Ce tableau montre que l'accroissement de l'excédent des naissances, constaté jusque dans les dernières années, ne provient pas uniquement de l'augmentation de la natalité, mais aussi de la diminution de la mortalité. Cette diminution est d'autant plus surprenante que notre population a rapidement augmenté. Ceci devient tout à fait évident quand on examine les proportions pour 1000 habitants: de 1871/80 à 1901/10, le chiffre des naissances a passé de 40,7 à 33,9, et celui des décès de 28,8 à 19,7; de sorte que l'excédent des naissances est monté de 11,9 à 14,3. En d'autres termes: accroissement de l'excédent des naissances par suite de la réduction du chiffre des décès, malgré la diminution du chiffre des naissances.

De toutes les conséquences qu'on pourrait tirer de ce fait, bornons-nous à constater les suivantes:

Il n'est pas douteux que des facteurs économiques contribuent, dans une certaine mesure, à la diminution de la natalité. Leur rôle est peut-être même plus important qu'il ne serait désirable au point de vue de la conservation de la race. Par contre, la forte diminution de la

mortalité est un fait incontestablement favorable. Le recul de ce chiffre de 28,8 de 1871/80 à 19,7 de 1901/10 indique une prolongation de la durée moyenne de la vie. Une prolongation aussi considérable n'est possible que par une amélioration du niveau général de la vie des masses. Notons encore le fait de la diminution de la mortalité infantile : sur 100 enfants nés vivants, le nombre de ceux qui meurent à l'âge d'un an était, en 1901, de 20,7 contre 16,2 en 1910. Il est vrai qu'en 1911 la mortalité des enfants s'est élevée de nouveau à 19,2. Cette augmentation s'explique par la chaleur exceptionnelle de l'été 1911.

En général, une diminution de la mortalité résulte d'une amélioration de la nourriture et des conditions sanitaires, ainsi que d'une réduction du travail excessif ou surmenage. Le recul du chiffre relatif des décès prouve que la population actuelle de l'Allemagne, qui est d'un tiers plus nombreuse qu'il y a vingt-cinq ans, s'est beaucoup fortifiée durant le dernier quart de siècle.

Cet excédent de population survenu dans les vingt-cinq dernières années trouva de plus en plus à vivre sur le territoire allemand.

L'émigration qui, jusqu'en 1890, se chiffrait par des nombres énormes, a presque entièrement cessé.

C'est ce qu'établit la comparaison du nombre des émigrants et du chiffre de l'excédent des naissances. De 1881 à 1890, le nombre des émigrants allemands fut de 1 342 000, l'excédent des naissances de 5 500 000; de 1891/1900, l'excédent des naissances fut de 7 300 000, le nombre des émigrants descendit à 528 000. De 1901 à 1910, l'excédent des naissances fut de 8 650 000, le nom-

bre des émigrants se réduisit à 220 000. En 1912, il n'y eut plus que 18 500 émigrants allemands.

En comparant l'émigration de l'Allemagne avec l'immigration en Allemagne, le résultat est plus clair encore; tandis qu'autrefois l'émigration de l'Allemagne restait constamment supérieure à l'immigration en Allemagne, celle-ci l'emporte depuis quinze ans environ: l'Allemagne, autrefois pays d'émigration, est en train de devenir pays d'immigration. Tout cela prouve que, dans les vingt-cinq dernières années, les possibilités économiques se sont accrues en Allemagne d'une façon plus rapide que la population. Les demandes de travail ont été supérieures à l'accroissement de la population.

En même temps, l'*intensité du travail* de la population a augmenté. Il n'est guère possible, il est vrai, de mesurer le travail de l'individu. On est réduit à cet égard à des observations générales. Celles-ci confirment que, malgré la réduction de la durée du travail introduite pour des raisons sociales, en particulier dans le commerce et l'industrie, l'efficacité de travail de l'individu s'est accrue. Une comparaison de l'Allemagne avec les autres États nous montre aussi qu'elle est le pays du travail.

Il y a, du reste, une statistique précise: celle du nombre des personnes ayant une occupation active principale ou accessoire, et la proportion existant entre le nombre de ces personnes et le chiffre total de la population. Voici le résultat des recensements professionnels, effectués en 1882, 1895 et 1907:

Population active dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et les transports

1882:	16 203 300	personnes,	soit	35,4 %	du total de la population
1895:	18 912 400	«	«	36,4 %	«
1907:	24 617 200	«	«	39,7 %	«

Cet accroissement énorme de la population allemande, et en particulier de son élément actif, ne pouvait se réaliser sans modifier fortement la répartition professionnelle de la population.

La superficie des terrains cultivés ne saurait être sensiblement augmentée dans une contrée d'ancienne culture comme l'Allemagne. Il est vrai qu'on pourra encore gagner à la culture de grands territoires si l'on réussit à dessécher les vastes marécages de certaines régions de l'Empire. On sait que l'Empereur s'intéresse tout spécialement à cette question. L'intensité plus grande de l'exploitation agricole tend, il est vrai, à amener une plus grande demande de main-d'œuvre. Mais cette tendance est balancée ou même dépassée par une tendance opposée qui veut épargner le travail humain en perfectionnant les méthodes économiques et surtout en utilisant de plus en plus les machines. L'industrie au contraire, moins dépendante de l'étendue du sol, et le commerce qui en est presque entièrement indépendant, ont accueilli l'accroissement de la population à bras ouverts. Le tableau ci-après donne une idée claire des changements gigantesques qui s'effectuèrent dans le court espace d'un quart de siècle.

Professions	Années	Population active	Population active y compris la famille et les domestiques	en % de la population totale	
				Population active	Population active y compris la famille
Agriculture et Forêts	1882	8 236,5	19 225,5	18,0	42,0
	1895	8 292,7	18 501,3	15,9	35,6
	1907	9 883,3	17 681,2	15,9	28,5
Industries	1882	6 396,5	16 058,1	14,0	35,1
	1895	8 281,2	20 253,2	15,9	38,9
	1907	11 256,3	26 386,5	18,2	42,5
Commerce et Transports	1882	1 570,3	4 531,1	3,4	9,9
	1895	2 338,5	5 966,9	4,5	11,5
	1907	3 477,6	8 278,2	5,6	13,3

La partie de la population occupée dans l'agriculture n'augmente donc pas, diminue même un peu, tandis que la population employée dans l'industrie, dans le commerce et les transports s'accroît sans cesse.

Ce fait a pour corollaire les modifications survenues dans la proportion entre la population urbaine et la population rurale. Dans les communes de plus de 20 000 habitants, il y avait, en 1885, 8 600 000 habitants, soit 18,4% du total de la population; en 1912, 22 400 000 soit 34,5 % du total de la population.

Le nombre des personnes habitant les grandes villes de plus de 100 000 individus (leur nombre a passé de 21 en 1885 à 48 en 1910) était, en 1885, de 4 400 000, soit 9,4% du total de la population; en 1910 de 13 800 000 soit 21,1 % du total de la population.

Cet afflux de la population des campagnes vers les villes, de l'agriculture vers l'industrie et le commerce a d'incontestables inconvénients; personne ne saurait le nier. Mais il ne faut pas oublier que c'est le développement de notre industrie et de notre commerce seul qui a permis à la population d'augmenter dans de telles proportions; c'est l'essor industriel qui lui a fourni le travail et les subsistances nécessaires, qui nous a sauvés du fléau de la surpopulation et qui a fait de l'augmentation naturelle de la population une source de prospérité croissante.

2. L'Outillage technique.

Tout travail économique tend à accommoder la nature aux besoins de l'homme. Cela est vrai du travail le plus primitif, tel que la recherche des racines et des fruits, ainsi que de la production supérieure et raffinée de la technique moderne, telle que l'extraction de l'azote de l'atmosphère.

La productivité du travail économique, en d'autres termes le succès de la lutte contre la nature, s'accroît par l'amélioration de l'outillage technique et de l'organisation économique.

La technique est l'ensemble des pratiques, des méthodes, des connaissances et des instruments dont l'homme se sert pour son travail. La technique économique d'autrefois reposait presque exclusivement sur la routine et sur l'expérience. Les progrès énormes de la technique économique moderne sont dus au développement extraordinaire des sciences naturelles et à l'application systématique des résultats scientifiques au domaine du travail économique. La physique, la chimie et la science

de l'électricité, qui appartient au domaine des deux sciences précédentes, ont rivalisé d'influence dans la transformation de notre outillage économique. Ce furent des penseurs et des savants allemands qui, dans ces sciences, ouvrirent de nouvelles voies et renouvelèrent toute l'étude des sciences naturelles par la découverte de la loi de la conservation de l'énergie. Mais les Allemands ne se sont pas contentés de la science purement théorique; de plus en plus ce peuple de poètes et de savants est devenu, au cours du siècle dernier, une nation de créateurs pratiques. Les progrès des sciences naturelles pures ou appliquées ont été complétés par l'activité économique. Cette union de l'intelligence, de la science et de la volonté a conduit l'Allemagne aux plus brillants succès durant les vingt-cinq dernières années. L'empereur Guillaume II s'est vivement intéressé à cette œuvre; il a accordé sa protection aux sciences auxquelles l'Allemagne doit son développement économique; il a, grâce à sa rare compréhension des rapports profonds des conquêtes scientifiques ou techniques, pris souvent d'utiles et intéressantes initiatives.

Le développement des sciences physiques et surtout une meilleure connaissance des lois du mouvement avaient eu pour conséquence, dès le XVIII^e^ siècle, d'élargir l'emploi des machines: machines à filer, métiers mécaniques, machines d'extraction, pompes, etc. Toutefois, c'est seulement par l'utilisation de nouvelles forces motrices, de la vapeur d'abord, de l'électricité ensuite et enfin de la force explosive que l'emploi des machines se généralisa et qu'on travailla à les perfectionner. La machine à vapeur fut, il est vrai, inventée au XVIII^e^ siècle; mais ce n'est qu'au XIX^e^ qu'elle fut suffisamment perfectionnée pour que son usage pût se répandre. Certains

progrès importants dans l'emploi de la force expansive de la vapeur, comme le surchauffage de la vapeur et la turbine, sont des conquêtes des dernières années.

Les chiffres suivants donnent une idée de l'augmentation de l'emploi de la force de la vapeur, en Allemagne, dans le dernier quart de siècle. Ils sont d'autant plus remarquables que d'autres forces motrices ont fait une concurrence toujours plus grande à celle de la vapeur.

Dans l'industrie de la Prusse, la puissance totale des machines à vapeur était:

de	1 220 000	HP	en	1882
„	2 358 000	HP	„	1895
„	5 190 000	HP	„	1907.

Ainsi la puissance totale a plus que quadruplé, de 1882 à 1907, et pendant les douze années de 1895 à 1907, elle a plus que doublé. Dans l'Empire allemand, pour lequel ces statistiques n'existent que depuis 1895, le développement a été analogue. En 1907, on comptait 124 000 machines à vapeur d'une puissance totale de 7 587 000 HP et dont 5 185 000 HP étaient utilisés. Pour comprendre l'importance de ces chiffres, il faut savoir ce que cette puissance de machines représente par rapport à la force humaine. On peut identifier la puissance effective d'une unité HP avec le travail physique d'environ dix hommes. Si nous adoptons cette proportion, le travail effectif des machines à vapeur correspond, en 1907, au travail de 52 millions d'hommes environ. L'augmentation des chevaux-vapeur effectivement utilisés, survenue de 1895 à 1907, équivaut à une augmentation d'environ 28 millions d'unités de force humaine. Il faut comparer ces chiffres avec la statistique donnée plus haut de la popula-

tion active qui se montait à 18 900 000 individus, en 1895 et à 24 600 000, en 1907. En 1895, les machines à vapeur produisaient à peu près, par tête de population active, son équivalent en force-vapeur. Tandis que de 1895 à 1907, le nombre de la population active a augmenté de 5700000, les chevaux-vapeur augmentèrent de 2800000. Il résulte qu'en 1907 les machines à vapeur produisaient par tête de population active un peu plus de deux équivalents en force-vapeur.

En réalité, l'augmentation du travail exécuté par les machines est encore bien plus considérable. Jusqu'en 1875 environ, la vapeur était, avec les forces hydrauliques — encore médiocrement utilisées — la seule source d'énergie motrice; le développement de l'industrie électrique, ainsi que l'invention et le perfectionnement des moteurs à combustion, dans les vingt-cinq dernières années, lui ont créé de très actifs concurrents.

Le courant électrique ne fut utilisé pendant bien longtemps que pour les courants à basse tension. Le mouvement commença avec l'invention du télégraphe électrique vers 1830, suivie, trente ans plus tard, de celle du téléphone et, seulement de nos jours, de celle du télégraphe et du téléphone sans fil. On sait quel rôle important les savants et les industriels allemands ont joué dans l'invention, le perfectionnement et l'utilisation pratique du télégraphe et du téléphone.

L'utilisation du courant à haute tension a causé une vraie révolution dans le domaine des moteurs et des machines. C'est l'invention de la dynamo construite, en 1867, par Werner von Siemens, qui résolut le problème de la transmission de l'énergie. Son application pratique exigea encore une foule de travaux spéciaux dans la construction des générateurs à courants alternatifs ou con-

tinus, des transformateurs, des accumulateurs, des compteurs, etc. Personne ne put douter du succès lorsque, en 1891, on parvint à effectuer le transport d'une force hydraulique d'environ 300 HP, fournie par le Neckar à Lauffen, au moyen d'un courant triphasé, à l'exposition électrique de Francfort-sur-le-Main. La distance dépassait 175 kilomètres; la perte d'énergie fut seulement de 28%. De cette année date l'utilisation de l'énergie électrique comme force motrice et aussi comme source de lumière. L'invention de la transformation de l'énergie électrique en lumière, tant par des lampes à arc que par des lampes à incandescence, est, il est vrai, antérieure; toutefois, ce n'est qu'après l'invention du principe dynamo-électrique qu'on put utiliser pratiquement cette invention.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

Les avantages énormes de l'emploi de l'énergie électrique consistent dans la possibilité d'exploiter, par transmission, des sources d'énergies qui, autrefois, ne pouvaient être utilisées, ainsi que dans la possibilité presque illimitée de distribuer l'énergie produite à une station centrale en des endroits différents, en quantités quelconques et à peu de frais.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

A côté de la machine à vapeur, les forces hydrauliques sont parmi celles qui ont le plus gagné en importance. La force hydraulique ne peut être transportée comme le charbon. La mise en valeur des forces hydrauliques — sauf l'emploi à l'origine même — n'est possible que moyennant la transformation en courant électrique sous la forme duquel l'énergie est devenue transmissible. De plus, la transmission de l'énergie électrique a permis d'exploiter des combustibles qui, auparavant, n'avaient pas pu être utilisés ou ne l'avaient été que fort peu. C'est le cas des combustibles d'une puissance calorifique

médiocre dont le transport n'est pas rémunérateur. Aujourd'hui, on peut les brûler avec profit là où ils se trouvent, puisqu'on peut transmettre l'énergie ainsi engendrée, à peu de frais, à grande distance.

Enfin, la possibilité de transporter l'énergie électrique a donné des résultats exceptionnels, par suite du développement du moteur à gaz. Ce dernier a permis d'utiliser comme force motrice le gaz résultant de la fabrication du coke, qui n'avait été employé jusque-là que comme gaz d'éclairage. Grâce à lui, on a pu transformer en energie d'autres gaz provenant des hauts-fourneaux. Durant les dix dernières années, l'emploi des grands moteurs à gaz dans les usines a fait des progrès énormes. L'énergie produite de cette façon suffit non seulement à faire face aux propres besoins de l'usine, elle donne encore un excédent qui peut être cédé aux grandes usines électriques. Un exemple typique de ce développement est l'emploi des gaz des hauts-fourneaux et des fours à coke dans les grandes usines Krupp. On lit à ce sujet dans le mémoire publié à l'occasion du centenaire de cette maison:

« Dans le temps qui s'écoula entre le commencement et l'achèvement de l'usine (Friedrich-Alfred-Hütte), le moteur à gaz de hauts-fourneaux conquit le monde. Il a donc été employé dans la construction de la nouvelle usine pour toutes les exploitations qui s'y prêtaient. Aux anciennes souffleries à vapeur vinrent s'ajouter huit souffleries à gaz plus fortes d'un rendement de 1000 mètres cubes à la minute. En outre, la station centrale d'électricité d'environ 5000 HP et une partie des laminoirs sont actionnés par des moteurs à gaz. La vapeur, qu'on préfère pour certains travaux, est engendrée également par les gaz des hauts-fourneaux et des fourneaux à coke

qu'on emploie à chauffer les chaudières. Un mélange des deux gaz est utilisé à la place du gaz de gazogène dans les fours Martin. Les réchauffoirs des laminoirs sont chauffés également avec les gaz de hauts-fourneaux. De cette manière, l'emploi direct de la houille a cessé presque complètement dans toutes les parties de l'usine. Cette utilisation des gaz de haut-fourneaux exige naturellement une épuration préalable. Les résidus recueillis dans les étuves contiennent encore une quantité considérable de fer; ils sont transformés dans une briquetterie pour être utilisés de nouveau dans les hauts-fourneaux ».

Depuis quelques années seulement, on a ouvert un autre champ d'exploitation aux moteurs à gaz: on a réussi à trouver un procédé pratique pour la gazéification de la tourbe, du lignite, etc. Les gaz ainsi obtenus sont transformés en énergie électrique distribuée ensuite au moyen de stations centrales. La gazéification de la tourbe donne un produit accessoire de grande valeur: l'ammoniaque. Ces récents progrès ont fait découvrir une source nouvelle d'énergie dans les vastes marécages de notre patrie; son exploitation ne fait que commencer. Elle est d'autant plus importante que, par l'utilisation de la tourbe, les marécages qui, jusqu'à présent, étaient presque sans valeur, sont transformés en terre arable.

Tandis que le développement du moteur à gaz, qui fut en Allemagne plus rapide que dans les autres pays, est en rapport direct avec l'électricité, l'invention et le perfectionnement des autres moteurs à combustion — également des acquisitions des derniers temps — se firent indépendamment. Parmi ces découvertes, il faut citer, avant tout, les petits moteurs des automobiles et des dirigeables, dans lesquels on utilisait, jusqu'à présent, presque exclusivement la benzine comme combustible.

Les essais faits récemment pour remplacer la benzine par le benzol et par d'autres produits du goudron de houille permettent d'espérer des résultats satisfaisants. L'invention du moteur Diesel fait entrevoir des espoirs plus grands encore. Il emploie comme combustible, au lieu de la coûteuse benzine, l'huile brute qui est bon marché, l'huile-gaz et, de nos jours même, le goudron minéral.

Ce court résumé suffit pour montrer à quel point, dans les vingt-cinq dernières années, l'homme a su mettre à profit les forces naturelles encore inutilisées. Il est évident que cette quantité immense de force motrice nouvellement gagnée n'a pas manqué de donner un nouvel essor au développement des machines. La possibilité de concentrer une énergie énorme par l'accumulation de milliers de chevaux-vapeur et de distribuer l'énergie produite, dans une seule station centrale, à une infinité de postes différents ont ouvert à la construction des machines un champ d'activité illimité.

Cet élargissement subit a imposé à l'industrie des machines une tâche nouvelle et considérable; en même temps, la solution des problèmes de la force motrice lui permit de s'en acquitter brillamment. Des types de machines toujours plus grands et plus perfectionnés ont été créés pour l'industrie minière et métallurgique, pour l'industrie textile et la papeterie, pour l'agriculture et les industries qui en dépendent, celles de l'alcool, de la bière, du sucre, et enfin pour les industries chimiques.

Cela est encore plus vrai pour les moyens de transport par mer et par terre, les locomotives, les voitures à traction électrique, les automobiles pour personnes et pour marchandises, les moyens de transport par eau,

depuis les canots automobiles jusqu'aux colosses de la marine marchende et de la marine de guerre. Enfin, tout récemment le moteur léger à combustion a permis à l'homme de réaliser la conquête de l'air: dirigeables et aéroplanes sont venus s'ajouter aux moyens de transports mécaniques par terre et par mer, et ont réalisé un rêve que l'humanité avait caressé depuis des milliers d'années.

Le développement de la chimie a complété de la manière la plus utile les inventions de la physique et de l'électricité dans le domaine de la technique économique. L'étude scientifique de la composition et des transformations de la matière a exercé, pour la première fois, une influence sur la vie économique, lors de l'apparition de la physiologie végétale et de la chimie agricole, sciences qui furent fondées par Justus von Liebig. Elles sont la base de la théorie moderne des engrais. On sait que l'agriculture leur doit une extension illimitée de ses possibilités de production. Bien que les fondements de ces sciences aient été jetés dès la première moitié du XIXe siècle, leurs applications pratiques n'ont fait de grands progrès que dans les trente dernières années.

Lorsqu'on connut l'importance de l'acide phosphorique, de la potasse et de l'azote pour la conservation et l'augmentation de la force productive du sol, ces matières négligées jusque-là acquirent une valeur considérable. Dans ses immenses gisements de potasse, l'Allemagne possède une richesse qui constitue un avantage sur tous les autres pays du monde. L'extraction de la potasse qui était, vers 1890, d'environ un million de tonnes, d'une valeur de vingt-cinq millions de marcs, s'est élevée, en 1900, à environ trois millions de tonnes, valant plus de 50 millions de marcs; en 1910,

elle a dépassé la quantité de huit millions de tonnes valant plus de cent millions de marcs.

Longtemps, il a fallu importer, sous forme de salpêtre du Chili et de guano, presque toute l'acide phosphorique et l'azote pouvant servir d'engrais. Sur ce point encore les nouveaux progrès de la technique nous ont été favorables. Une grande partie des gisements de minerai de fer en Allemagne contient du phosphore. Cette qualité fut longtemps considérée comme un grand désavantage. Les différents procédés de la fabrication de l'acier, surtout le procédé Bessemer, en usage depuis 1850 environ, ne permettaient que l'emploi de minerai exempt de phosphore. Le procédé Thomas Gilchrist, découvert vers 1880, permit de déphosphorer le fer. Les scories de la déphosphoration fournissent la matière d'un engrais artificiel excellent: la farine Thomas. La consommation de cette farine Thomas augmente rapidement en Allemagne.

Des progrès analogues ont été faits en ce qui concerne l'utilisation de l'azote, si nécessaire au sol. Le développement de l'électrotechnique a permis d'extraire l'azote de l'atmosphère; d'autre part, les bas produits des fours à coke, la gazéification de la tourbe et du lignite fournissent de grandes quantités d'ammoniaque.

L'industrie n'a pas tiré moins de profits des progrès de la chimie que ne l'a fait l'agriculture.

Nous avons déjà parlé du perfectionnement de la fabrication de l'acier. Tandis que pendant la plus grande partie du XIX^e^ siècle les méthodes de fabrication restaient étroitement empiriques, les améliorations introduites depuis lors sont dues presque exclusivement aux progrès de la science, notamment à l'étude des combinaisons du fer et du carbone. C'est sur la base de ces

progrès qu'on a remplacé le charbon de bois par la houille et le coke dans les hauts-fourneaux, et qu'on a amélioré la production de l'acier en remplaçant l'affinage au bas-foyer par le puddlage d'abord, et ensuite par le procédé Bessemer. L'extraction du carbone par le procédé Bessemer se fait, comme on sait, par l'injection d'un courant d'air brûlant à une forte pression dans un bain de fonte liquide. Par ce procédé, 20 minutes suffisent pour la fabrication de l'acier, tandis que l'affinage exigeait une semaine et demie et le puddlage environ un jour et demi. Nous avons déjà dit que le procédé Bessemer, rendu plus actif et moins coûteux par le système régénérateur Siemens-Martin, ne commença d'être appliqué, en Allemagne, d'une façon générale que vers 1880, grâce au procédé Thomas-Gilchrist qui effectue la déphosphoration du minerai par un procédé basique. Tout récemment, on a commencé à utiliser avec succès le courant électrique pour la fabrication de l'acier.

La statistique de la production allemande du fer et de l'acier, que nous examinerons en détail plus tard, donne une idée de l'importance de ce développement. Ces progrès ne se sont fait sentir en Allemagne, d'une manière sensible, que durant les vingt-cinq dernières années. Le fer et l'acier étant les principaux éléments de la construction des machines, des chemins de fer et des navires, les progrès de leur fabrication sont une des conditions du développement général de notre production et de notre commerce.

Ce gigantesque développement de la production du fer et de l'acier est égalé par les progrès de la chimie moderne dans le domaine de l'industrie du charbon. Le fait que la production du charbon a pu prendre les dimensions aussi énormes exigées par les besoins

illimités de combustibles du siècle de la machine, s'explique par les progrès de l'outillage mécanique des mines. Nous ne pouvons pas entrer, ici, dans le détail de cette question. Ce qui nous intéresse, c'est qu'on a réussi à extraire de la houille une quantité de matières nouvelles d'une grande utilité économique, sans porter préjudice à ses qualités combustibles. Depuis longtemps, on sait, qu'en fabriquant du coke, on peut extraire de la houille le gaz d'éclairage. L'utilisation du goudron minéral, au contraire, produit accessoire de la fabrication du coke, est un résultat relativement récent. Les combinaisons de carbure, que l'on peut extraire du goudron minéral, ont fourni les éléments d'industries nouvelles et importantes. Dans ce domaine, l'Allemagne, comme elle le mérite par ses méthodes scientifiques, occupe incontestablement la première place.

Ne mentionnons que les produits principaux du goudron: couleurs d'aniline et d'alizarine, préparations pharmaceutiques, comme l'aspirine, la phénacétine, la saccharine, enfin les différentes huiles de goudron.

Les progrès énormes réalisés dans l'industrie du fer et l'utilisation des produits accessoires de la houille ne sont pas des exemples uniques, bien qu'ils soient des plus importants. Des améliorations semblables ont été réalisées dans l'industrie de tous les autres métaux. L'emploi de l'électricité a été d'une importance toute particulière pour plusieurs métaux; rappelons à cet égard que, grâce au procédé électrique, la fabrication de l'aluminimum, qui était, autrefois, une expérience de laboratoire fort coûteuse, a pu devenir l'objet d'une grande industrie. Le perfectionnement de cette industrie a, de son côté, été d'une importance décisive pour la construction des dirigeables et des aéroplanes. Le déve-

loppement extraordinaire de l'utilisation du goudron de houille trouve son pendant dans les synthèses de matières colorantes artificielles (indigo artificiel), dans l'industrie chimique du bois (cellulose), dans l'extraction déjà mentionnée de l'azote de l'atmosphère, dans le perfectionnement des industries usant des procédés de fermentation (brasseries, fabrication de levain, etc.), perfectionnement basé sur les progrès de la biochimie.

Ainsi la technique moderne a réussi dans les vingt-cinq dernières années, plus encore qu'auparavant, à asservir à nos aspirations économiques des forces et des matières nouvelles.

Elle a augmenté considérablement l'efficacité des énergies par leur utilisation plus intensive et par une réduction des pertes d'énergies. Elle a diminué les frais de production et de transformation des matières, grâce â des procédés perfectionnés qui demandent moins d'énergie, moins de temps et moins de matériaux, et qui utilisent les produits accessoires et les déchets considérés autrefois comme sans valeur.

Tous les domaines de la vie économique, la production agricole et minière, les professions industrielles, le service des renseignements, le transport des voyageurs et des marchandises, ont tiré de ces progrès d'immenses avantages assurant, comme effet final, un résultat économique infiniment plus élevé, avec de moindres dépenses d'énergie humaine et surtout de travail physique.

III. L'Organisation économique.

L'organisation économique a suivi les progrès de la technique; elle les a facilités et ceux-ci, à leur tour, ont accéléré son développement.

Organiser le travail économique, c'est combiner, en vue d'atteindre un but économique bien défini, les énergies humaines ainsi que le matériel et les matériaux de travail nécessaires. L'organisation économique repose, en première ligne, sur les deux principes étroitement liés de la division et de la concentration du travail.

La division du travail est le partage d'une besogne globale en diverses opérations partielles et la distribution de ces opérations partielles entre différentes énergies. La division du travail est le principe directeur de l'organisation intérieure de toute entreprise économique importante; elle se manifeste dans la répartition de la population en différentes professions dont l'ensemble constitue l'économie nationale; c'est enfin la division du travail qui règle les rapports mutuels des différentes économies nationales, liées les unes aux autres par le commerce international. Dans le monde organique, l'échelle conduisant des genres les plus bas jusqu'aux plus élevés montre une spécialisation et une différentiation toujours plus grandes et plus raffinées des cellules et des organes; il en est de même dans l'organisme que nous appelons la communauté d'un peuple.

La concentration du travail est le pendant de la division du travail: c'est la réunion d'un nombre plus ou moins grand d'énergies dans un seul but économique. Les résultats gigantesques de l'industrie moderne ne sont possibles que par un concours systématique de grandes masses, disons même d'armées entières d'ouvriers de toutes catégories. Un laminoir ou un grand transatlantique sont des merveilles dont la construction exige non seulement l'énorme progrès de la technique

moderne, mais aussi le travail commun et discipliné d'un nombre infini d'énergies physiques et intellectuelles.

Ce concours exige, dans un organisme étendu et compliqué, une éducation et une discipline très minutieuses des énergies humaines. A lui seul, le progrès de la technique, fondé sur le travail scientifique, a déjà eu pour effet de remplacer de plus en plus l'ouvrier qui n'a pas fait d'apprentissage par celui qui en a fait. Il n'est pas exact de dire, comme on le fait souvent, que le progrès de l'outillage transforme les hommes en machines; au contaire, c'est la machine qui décharge l'homme d'une quantité énorme de travaux corporels que, sans elle, il ne pourrait qu'en partie accomplir lui-même. La construction et l'emploi de machines, toujours plus fines et plus compliquées, demandent une éducation toujours plus minutieuse de la main-d'œuvre. L'importance croissante de l'outillage technique a ouvert de nouvelles carrières au travail intellectuel, carrières équivalentes à celles du savant, du jurisconsulte, du médecin, de l'homme de lettres, de l'artiste. Nous rappellerons seulement les professions du technicien, de l'ingénieur, de l'adjoint scientifique dans les établissements industriels. A ces grands avantages, il faut opposer les désavantages résultant de la division croissante du travail. En un mot, le développement de l'outillage technique n'a pas la tendance à matérialiser le travail, mais plutôt à le spiritualiser.

Bornons-nous à jeter un coup d'œil sur le progrès énorme réalisé dans les trente dernières années, en Allemagne, dans le domaine des écoles professionnelles. Les pays étrangers prennent nos écoles professionnelles pour modèles et s'efforcent de réaliser des progrès analogues. On a attribué à notre instituteur une bonne part de nos succès militaires du siècle passé. De même, l'instituteur

nous a aidés et continue à nous aider à gagner nos luttes économiques. Et ce n'est pas seulement l'instituteur, il y a encore le sous-officier. Car l'instruction seule ne suffit pas; la discipline est nécessaire à toute grande organisation. A ce point de vue aussi une comparaison de l'Allemagne avec les autres pays nous est favorable. Quiconque a eu l'occasion d'observer les différentes nations et d'étudier leur travail économique n'aura pas manqué de constater l'influence énorme que le service militaire exerce chez nous sur le travail commun dans les grands établissements: la presque totalité de notre main-d'œuvre et de nos intellectuels ayant servi sous les drapeaux, notre peuple est accoutumé à l'ordre, à l'exactitude et à la discipline.

Mais l'organisation économique ne se contente pas de former et de discipliner la main-d'œuvre. Plus la technique se développe, plus nous voyons grandir l'outillage du travail. Cet outillage, c'est-à-dire les matières premières, les demi-produits, les accessoires, les outils, les machines, les bâtiments, tout cela constitue le capital dans l'acceptation économique du mot. Dans notre ordre social, basé sur la liberté individuelle et sur la propriété privée, il faut que l'organisation de chaque entreprise économique, aussi bien que l'organisation de l'ensemble, comprenne le capital; il faut que les énergies humaines et les moyens de production soient concentrés dans une entreprise d'une façon appropriée au but économique et que la totalité du capital disponible soit utilisée de la manière la plus intensive possible. A ce point de vue, l'organisation du capital doit résoudre des problèmes absolument analogues à ceux de la technique qui, de son côté, tend à exploiter le mieux possible les forces et les éléments de la nature.

Nous ne pouvons rappeler, ici, qu'à grands traits dans quelle mesure le perfectionnement de l'organisation économique a contribué, au cours des vingt-cinq dernières années, à l'augmentation de la productivité du travail et à l'accroissement de la prospérité nationale.

Il suffit d'un coup d'œil pour se convaincre que dans les différentes entreprises économiques, surtout dans les entreprises industrielles et commerciales, le perfectionnement de la division du travail va de pair avec le développement de la technique; de même que, dans l'ensemble de notre économie nationale, le développement de la division du travail s'exprime par la spécialisation de plus en plus grande des différentes professions. Nos échanges commerciaux avec l'étranger montrent jusqu'à quel degré notre pays est, par suite de cette division du travail, étroitement uni à d'autres pays dans le grand ensemble de l'économie mondiale. En 1912, notre commerce extérieur a atteint le chiffre de 19 600 millions de marcs, dont 10 700 millions pour l'importation et 8900 millions pour l'exportation. Sur ce chiffre d'importation, les objets d'alimentation, le bétail, les matières premières de l'industrie et les demi-produits représentaient 9100 millions de marcs, contre 1600 millions pour les objets fabriqués; d'autre part, sur une exportation d'une valeur totale de 8900 millions, les objets fabriqués figuraient pour 5800 millions de marcs. L'Allemagne échange donc, dans une très large proportion, les produits de son industrie contre ceux du sol et du sous-sol.

Son sol trop petit pour sa population et son climat peu favorable l'empêchent de produire ces produits en quantité suffisante.

Le développement de la division internationale du travail qui s'affirme dans le commerce extérieur n'a pas seulement permis au peuple allemand de satisfaire des besoins plus nombreux et plus variés; il a été aussi la base de l'accroissement important de population survenu dans les vingt-cinq dernières années. Sans cette division internationale du travail, le peuple allemand n'aurait pas été à même de se procurer tout ce qui était nécessaire à sa subsistance.

Les avantages de la concentration du travail, joints au perfectionnement de l'organsaition du capital, ont eu pour effet d'élargir les unités d'explotation et de faciliter la concentration de diverses industries dont les productions se complètent et dépendent l'une de l'autre.

Le tableau ci-contre nous montre dans quelle mesure les unités d'exploitation se sont développées.

En 1882, 59 % de la population industrielle étaient occupés dans les petits établissements, 18,5 % dans les établissements moyens, 22,5 % dans les grands établissements. En 1907, par contre, les petits établissements n'occupaient que 37,3 % de la population, contre 37,0 % dans les grands établissements et 25,7 % dans les établissement moyens. C'est-à-dire qu'en 1882 le nombre des personnes occupées dans les petits établissements était deux fois et demi plus grand que celui des personnes occupées dans les grands établissements; en 1907, les chiffres sont à peu près égaux pour les deux catégories. De 1882 à 1907, le nombre des individus occupés dans les petits établissements n'a pas même augmenté d'un quart, tandis que celui des personnes employées dans les grands établissements triplait, et celui des personnes occupées dans les établissements géants croissait dans la proportion de 1 à 4½ %. Ce développement est

Nombre des établissements industriels ainsi que des employés et ouvriers.

	1882		1895		1907*)	
	Établissements	Salariés	Établissements	Salariés	Établissements	Salariés
Petits Établissements (1 à 5 personnes) .	2 882 768	4 335 822	2 934 723	4 770 669	3 124 198	5 353 576
Établissements moyens (6 à 50 personnes)	112 715	1 391 720	191 301	2 454 333	267 410	3 644 415
Grands établissements (51 personnes et plus)	9 974	1 613 247	18 953	3 044 267	32 007	5 350 025
Établissements géants (1000 personnes et plus) compris sous la rubrique „grands établissements“ .	*127*	*213 160*	*255*	*448 731*	*506*	*954 645*
Total	3 005 457	7 340 789	3 144 977	10 269 269	3 423 615	14 348 016

*) sans compter les théâtres et autres spectacles.

encore plus accentué dans certaines industries, par exemple, dans l'industrie métallurgique, dans l'industrie des machines, des instruments et des outils, dans l'industrie du bois et l'ébénisterie, dans le bâtiment. En 1882, la métallurgie occupait 288 000 personnes dans de petits établissements, contre 85 000 seulement dans les grands établissements. En 1907, par contre, les petits établissements n'occupaient que 272 000 personnes contre 440 000 personnes dans les grands établissements. Dans l'industrie des machines, la proportion était de 123 000 individus, contre 166 000 en 1882, et de 136 000, contre 788 000 en 1907; dans le bâtiment 245 000, contre 75 000 en 1882, et 315 000, contre 633 000 en 1907. Dans les mines et usines qui, en 1882, n'occupaient qu'un nombre tout à fait insignifiant d'ouvriers dans des établissements petits ou moyens, on comptait, en 1907, sur un chiffre total de 861 000 ouvriers, 832 000 personnes occupées dans les grands établissements.

Le développement de l'autre forme de la concentration du travail, la concentration en une seule entreprise des diverses opérations de la production, donne des résultats tout aussi surprenants. Les usines de production des matières premières et accessoires se sont associées, de plus en plus, à celles de la transformation de ces matières; les établissements qui fabriquent les demi-produits trouvèrent de plus en plus des avantages à s'occuper aussi de la fabrication d'objets finis; les établissements de production s'adjoignirent des entreprises de transport. Ce changement ne s'est pas seulement produit dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture où les laiteries, les distilleries, les brasseries, les sucreries sont devenues de plus en plus des dépendances des grandes entreprises agricoles. Dans l'industrie, le fait

le plus saillant est l'association des mines et des usines, association singulièrement encouragée par l'existence des grands syndicats; les établissements mixtes („Hüttenzechen") ont remplacé presque totalement les charbonnages et les usines simples. Les entreprises gigantesques, telles que celles de Krupp, ont à la fois des charbonnages, des fours à coke, des mines et des usines. Elles transforment le fer et l'acier, fabriquent des machines, des canons, des munitions et des blindages; en outre, elles possèdent des usines électriques, des chantiers, une flotte fluviale et maritime pour le transport du charbon et du minerai.

Le développement énorme de la concentration du travail a pour condition, et peut-être même jusqu'à un certain degré pour cause, l'accroissement de la richesse, la mobilisation et la concentration des capitaux disponibles. Plus une exploitation est grande et plus son outillage technique est vaste, plus grande est la somme des capitaux qui doivent être associés aux forces actives de cette exploitation. Et inversement, plus les capitaux disponibles sont grands, plus forte est la tendance à développer, à agrandir et à combiner les diverses exploitations, afin d'en obtenir le plus grand rendement possible.

Or, un accroissement de la richesse même sensiblement supérieur à l'accroissement réel, n'aurait pas suffi à lui seul à étayer cette énorme concentration du travail, si l'on n'avait pas réussi à trouver, comme pour l'organisation du travail humain, des moyens et des formes d'associer des capitaux appartenant à une foule de personnes différentes. C'est ce que réalisa le développement des sociétés anonymes et des établissements de crédit.

L'organisation du capital sous forme de sociétés, représentée par les sociétés anonymes, les sociétés en commandite, les sociétés coopératives, etc., met tout capitaliste en état de participer avec toute sa fortune ou une partie seulement à une grande entreprise où il a toutes les chances et les risques de l'entrepreneur. La société anonyme permet de réunir des capitaux disséminés entre les mains de milliers de personnes; la somme totale du capital à engager dans une entreprise ne dépend plus du capital d'un seul individu ou d'une seule famille. En acquérant des parts ou des actions, le plus petit capitaliste peut participer à la plus grande entreprise. Rappelons par quelques chiffres le développement pris par cette organisation du capital durant les vingt-cinq dernières années.

En 1886/87, il y avait en Allemagne 2143 sociétés anonymes et sociétés en commandite par actions avec un capital total de 4876 millions de marcs. En 1907/8, le nombre des sociétés était porté à 4578, leur capital à 12 788 millions. En 1911/12, leur nombre était de 4712 et le capital de 14 880 millions. L'accroissement du nombre des sociétés à grands capitaux est particulièrement remarquable. Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions disposant de capitaux de plus de 10 millions de marcs se sont développées comme suit:

à la fin de 1886/7, on compte .	74 sociétés
„ 1896	108 „
„ 1905	208 „
le 30 sept. 1909	229 „

La base juridique des sociétés à responsabilité limitée („Gesellschaften mit beschränkter Haftung") a été

créée par la loi d'Empire du 10 avril 1892. En 1909, on en comptait 16 508 avec un capital de 3538 500 000 marcs.

Dans le développement des sociétés coopératives de production, de consommation et de crédit, l'Allemagne marche incontestablement à la tête. Actuellement le nombre des sociétés coopératives a dépassé le chiffre de 30 000 et celui de leurs membres cinq millions.

Les chiffres des capitaux mobilisés par le crédit et mis ainsi à la disposition de l'activité économique ne sont pas moins imposants.

Le montant des dépôts dans les banques de crédit (en compte-courant et en compte de dépôt) était, vers 1890, de 1300 à 1400 millions de marcs contre 9360 millions en 1912.

Les dépôts dans les sociétés coopératives n'étaient que de 600 millions de marcs environ vers 1890, tandis qu'en 1912, ils ont dépassé 3 milliards.

La totalité des dépôts dans les caisses d'épargne allemandes était, en 1888, de 4550 millions de marcs; en 1912, la somme de 18 milliards a été dépassée.

En somme, les dépôts dans les banques, les sociétés coopératives et les caisses d'épargne se sont élevés, dans les vingt-cinq dernières années, d'environ 6½ milliards de marcs à 30 milliards. Cet accroissement est dû en grande partie à l'augmentation du capital. Toutefois, une bonne partie s'est effectué grâce à une meilleure organisation qui réussit à faire sortir de leurs retraites des capitaux qui se dérobaient, autrefois, à la mise en valeur. C'est par le canal du crédit mobilier et immobilier que les capitaux ainsi

mobilisés ont été mis à la disposition de la vie économique; ils ont fourni, en grande partie, les ressources financières nécessaires à l'énorme développement de l'activité économique allemande. Étant donné les capitaux relativement réduits dont l'Allemagne disposait au début de cet essor, les sommes immenses exigées par le perfectionnement de l'industrie allemande et le renouvellement de son outillage technique ne pouvaient se trouver que par une concentration et une utilisation aussi intenses que possible des capitaux existants. Le danger d'une tension trop forte du crédit était toujours menaçant, vu les demandes énormes de capitaux faites sans cesse par l'industrie. Plus d'une fois, on fut à deux doigts de ce danger. Dans l'ensemble, toutefois, l'Allemagne a réussi à organiser son crédit de telle sorte que le principe d'une utilisation intense des capitaux s'accorde avec celui de la sûreté des placements.

Le perfectionnement de l'organisation du crédit a encore augmenté les effets de l'association du capital sur le développement de notre vie économique. Tant que le capital existant était suffisant, il n'y eut plus de limite pour les combinaison les plus vastes répondant aux exigeances toujours croissantes de la technique et du rendement. C'est alors qu'apparurent ces énormes entreprises et ces groupements d'entreprises qui emploient plusieurs milliers de salariés et engagent des capitaux s'élevant à des centaines de millions de marcs.

Pour compléter l'image du développement de notre organisation économique, il faut ajouter à ce tableau un dernier trait. Cette marche ne s'est pas arrêtée aux établissements géants; elle a conduit aux vastes organisations, qui englobent une multitude d'entreprises du même genre

ou d'un genre semblable: aux syndicats, aux cartels, aux communautés d'intérêts, aux consortiums etc. Contrairement aux trusts américains, qui détruisent presque entièrement les entreprises individuelles, ces associations laissent à chacune des entreprises dont elles sont composées son autonomie; elles se bornent à appliquer certains principes qui règlent la production, les prix et la concurrence. Ces associations tendent à éliminer autant que possible les conflits et les pertes qui résultent nécessairement d'une concurrence déréglée; elles cherchent à grouper toutes les énergies, en vue de les conduire au maximum du succès économique. Elles constituent, à ce point de vue, le plus haut degré de développement que notre organisation économique ait atteint.

* * *

L'évolution que nous venons de décrire doit être jugée d'après le progrès qu'elle réalisa vers un idéal de parfaite organisation de la production. Si on se place à ce point de vue, on constate que les vingt-cinq dernières années furent pour tous les organes de notre vie économique une période de rapide croissance et d'exceptionnel perfectionnement. Si le développement de notre vie économique a pour but d'augmenter la force productrice du travail et de satisfaire plus complètement nos besoins les plus variés avec une moindre dépense d'énergie, on peut dire que les progrès accomplis dans le domaine de l'organisation économique nous ont tout autant rapprochés de ce but que les découvertes faites dans le domaine des sciences et de la technique.

Mais personne ne saurait se dissimuler que des tâches nouvelles et fort importantes ont surgi de cette

transformation de la vie économique et de toute la structure de notre nation. L'émigration de la population des campagnes vers les villes, l'augmentation du nombre des ouvriers et la diminution de celui des cultivateurs, le développement des grandes entreprises au détriment des moyennes ou des petites, la substitution des salariés aux gens indépendants, la croissance de l'opposition entre le capital et le travail, entre les classes pauvres et les classes riches, — tels sont les problèmes que le développement de l'outillage technique et de l'organisation économique a fait naître. La rapidité de ce développement contribua à augmenter les difficultés de ces problèmes nouveaux. Les changements furent si prompts et les transitions si rudes que les contrepoids naturels qui pouvaient nous garantir contre les dangers d'une telle évolution n'eurent parfois pas le temps d'apparaître ou de se développer.

L'avenir de notre patrie dépendra en grande partie d'une heureuse solution de ces problèmes.

Nous avons la confiance de la trouver.

Aucune nation qu'un développement analogue a placée en face de problèmes du même genre ne les a abordés avec plus de zèle, de gravité et de résolution. Ces tâches nouvelles s'imposent surtout à nous dans le domaine de l'hygiène publique, de l'habitation, de la politique sociale, de l'éducation, de l'enseignement etc. Dans aucun pays, les directeurs des grandes entreprises n'ont fait preuve d'une plus claire conscience de leur responsabilité et de leurs devoirs sociaux; dans aucun pays, l'État n'a compris, plus tôt, l'étendue de la question sociale et ne s'en est occupé avec plus d'activité. L'Empereur et l'Impératrice ont toujours eu pleine conscience

des devoirs envers l'humanité et le peuple allemand résultant d'une grande conception de leur haute mission. Les résultats obtenus, jusqu'à ce jour, sont dus en grande partie à leur initiative ou à leur efficace protection. C'est un des plus beaux titres de gloire de la maison des Hohenzollern.

DEUXIÈME PARTIE.

La Production, le Mouvement économique, la Consommation.

I. La production.

L'accroissement de la population, surtout de la population travailleuse, les progrès de l'outillage technique, le développement de l'organisation économique ont, dans les vingt-cinq dernières années, provoqué en Allemagne une énorme augmentation de la production, des échanges et de la consommation. L'augmentation n'a pas été seulement absolue; elle a été aussi relative, ainsi que l'indiquent les statistiques comparatives en % par habitant.

Il n'est malheureusement pas encore possible d'établir une statistique du développement total de la production. On a essayé de faire des enquêtes sur la production en Allemagne, pendant les années 1897 et 1899, en vue du renouvellement des traités de commerce alors en préparation; seuls, les principaux résultats pour l'année 1897 ont été publiés. Depuis 1908, on fait de semblables enquêtes sur une base beaucoup plus large. Leurs résultats n'ont été publiés qu'en partie. Indé-

pendamment du fait que ces statistiques s'étendent sur un temps trop court pour permettre d'intéressantes comparaisons, on ne doit pas oublier que la somme des statistiques des diverses branches de la production ne donne aucunement le vrai tableau de la production nationale. Car la valeur des demi-produits est comprise dans les valeurs des produits finis, la valeur des matières premières dans celle des demi-produits; de plus, les valeurs de production impliquent celles des matières auxiliaires, du charbon, de l'engrais etc., sans compter l'amortissement de l'outillage mécanique de la production. Pour obtenir un résultat exact, il faudrait baser les enquêtes statistiques de production sur un principe de coût net très compliqué, tandis que, jusqu'à présent, notre statistique de production repose presque uniquement sur le principe de coût brut.

Toutefois, cette statistique de production suffit à nous donner une image exacte du développement de quelques-unes des branches principales de la production. Nous avons, par exemple, une statistique officielle continue des récoltes ainsi qu'une statistique des recensements réguliers du bétail; ces chiffres nous permettent de nous faire une idée exacte du développement de la production agricole. En outre, nous possédons depuis longtemps des statistiques de la production minière et métallurgique ainsi que des produits soumis aux droits intérieurs de consommation.

Les progrès de la technique et de l'organisation économique, pendant les dernières années, ont profité en première ligne à la production industrielle. Cependant l'agriculture, elle aussi, a réussi à augmenter sa production dans une proportion considérable, bien que la surface cultivée, qui forme la base de sa production,

ne puisse être étendue que dans une mesure très réduite. C'est dans la première moitié du XIX^{e} siècle, il est vrai, que l'amélioration des méthodes d'exploitation par l'emploi de la chimie agricole a produit ses effets les plus surprenants: on a, en peu de temps, doublé et triplé le rendement du sol. Mais les effets de ces méthodes scientifiques se sont prolongés jusque dans les vingt-cinq dernières années. Nous pouvons espérer d'elles encore de grands résultats si nous réussissons à gagner à l'agriculture les vastes marécages qui couvrent une partie de notre pays. Dans les vingt-cinq dernières années, l'usage des méthodes d'exploitation agricole scientifique s'est, grâce à l'enseignement agricole et aux sociétés coopératives, tellement généralisé que ces méthodes sont, en vérité, tombées dans le domaine public de l'agriculture allemande. On a fait d'extraordinaires progrès dans l'emploi de l'irrigation et du drainage rationnels, dans le choix des cultures successives, dans l'usage des engrais chimiques en mélanges dosés d'après la nature du sol et les exigences des différentes cultures. La consommation d'engrais chimiques, en Allemagne, a passé de 32 millions de quintaux, en 1890, à environ 120 millions en 1910. La valeur des engrais chimiques consommés, en 1910, était d'environ 400 millions de marcs. L'emploi de la potasse en particulier a passé, durant les vingt dernières années, de 4 400 000 à 44 400 000 quintaux, celui de la farine Thomas, de 8 000 000 à 28 600 000 quintaux, tandis que l'emploi du salpêtre du Chili importé de l'étranger n'a passé que de 5 000 000 à 10 800 000 quintaux. L'agriculture a, en outre, profité de l'usage croissant de la force mécanique; l'emploi de machines de toute sorte s'est répandu dans beaucoup de régions

depuis que les progrès de l'industrie électrique permettent, par le moyen des stations centrales, de pourvoir abondamment l'agriculture de force motrice à bon marché. Voici la progression des explotations agricoles qui ont utilisé des machines:

	1882	1895	1907
Batteuses ordinaires	268 367	596 869	947 003
„ à vapeur	75 609	259 364	488 867
Semeuses	63 842	169 465	290 039
Moissonneuses	19 634	35 084	301 325
Épandeuses d'engrais	—	18 649	—
Charrues à vapeur	836	1 696	2 995

Le tableau suivant permet d'apprécier l'accroissement survenu au cours des vingt-cinq dernières dans la production des principales denrées alimentaires et fourragères et dans le rendement relatif par hectare.

	Moyenne des années 1883—87		
	Superficie cultivée ha	Production totale t	Rendement par ha 100 kg
Seigle	5 830 200	5 867 800	10.0
Froment	1 918 000	2 585 200	13.4
Orge d'été	1 737 700	2 232 800	12.8
Pommes de terre	2 912 800	25 459 200	87.4
Avoine	3 785 000	4 291 000	11.3
Foin	5 905 100	16 874 600	28.5

	Moyenne des années 1908—12		
	Superficie cultivée ha	Production totale t	Rendement par ha 100 kg
Seigle	6 168 261	11 012 171	17.8
Froment	1 911 768	3 962 390	20.7
Orge d'été	1 604 116	3 220 066	20.1
Pommes de terre	3 315 137	44 220 213	133.4
Avoine	4 317 753	8 189 062	19.0
Foin	5 949 237	25 024 865	42.1

Les surfaces cultivées se sont peu accrues; le nombre des ouvriers agricoles, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, a décru; par contre, nous relevons une augmentation très considérable des chiffres de la production totale. Pour l'orge, la surface cultivée ne s'est accrue, de 1883/87 à 1908/12, que de 5,8 %, tandis que la récolte a augmenté de 87,7 % et le rendement par hectare de 77,7 %.

Les résultats de l'amélioration continuelle des méthodes d'exploitation sont donc excellents. Tandis qu'elle travaillait à son immense développement industriel, l'Allemagne n'a point réduit sa production de denrées alimentaires. L'augmentation de cette production a été même plus rapide que celle de la population. L'agriculture allemande a non seulement maintenu sa place dans l'économie générale de l'Allemagne; elle a même fait de grands progrès si on la compare à celle des autres grands pays agricoles.

Voici les principaux chiffres:

Année		Production totale en millions de t.			
		Seigle et froment	Orge	Avoine	Pommes de terre
1912	Allemagne	15.9	3.5	8.5	50.2
1912	Russie	42.6	9.9	14.1	36.9
1912	Autriche-Hongrie. . . .	11.2	3.3	3.6	18.5
1911	France	10.4	1.1	5.1	11.5
1912	Canada	5.4	0.9	5.6	2.2
1912	États-Unis	20.8	4.9	20.6	11.4
1912/13	Argentine	6.4	—	1.7	—
1911/12	Indes anglaises	8.4	—	—	—

Année		Rendement par ha en 100 kg				
		Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre
1912	Allemagne . . .	22.6	18.5	21.9	19.4	150.3
1912	Russie	6.9	9.0	8.7	8.5	81.7
1912	Autriche-Hongrie .	15.0	14.6	16.0	13.0	100.2
		12.7	11.6	13.9	10.4	84.4
1911	France	13.8	14.3	14.3	12.6	74.2
1912	Canada	13.7	12.0	16.7	15.0	115.8
1912	États-Unis . . .	10.7	10.6	16.0	13.4	76.2
1912/13	Argentine	9.3	—	—	14.1	—
1911/12	Indes anglaises . .	8.7	—	—	—	—

Si on considère la production totale, l'Allemagne occupe la troisième place pour le froment et le seigle, suivant de loin la Russie, mais de très près les États-Unis. L'Autriche-Hongrie et la France ont une récolte qui représente à peu près les deux tiers de la récolte de l'Allemagne. Pour l'orge, l'Allemagne garde la troisième place après la Russie et les États-Unis, avec une petite avance sur l'Autriche-Hongrie. Pour l'avoine, elle se place incontestablement au troisième rang et pour les pommes de terre, elle dépasse de beaucoup les autres États.

Quant au rendement par hectare, l'Allemagne dépasse tous les autres pays agricoles; son avance sur la plupart d'entre eux est très considérable. Si on songe que l'Allemagne n'est point favorisée par son sol ni par son climat, on comprendra la très grande supériorité des méthodes et de l'outillage de l'agriculture allemande. Et celle-ci peut être d'autant plus fière de ses résultats qu'ils furent obtenus dans des conditions parfois très difficiles, ayant à soutenir la concurrence de pays neufs, qui cultivent un sol vierge et bon marché avec une main-d'œuvre peu coûteuse et qui, dans les dix dernières années du siècle passé, inondaient de leurs produits le marché européen. La politique commerciale de l'Empire a très efficacement secondé les efforts de l'agriculture allemande par un ensemble de mesures protectionnistes; elle lui a ainsi permis de traverser les plus graves crises. Toutefois, les chiffres que nous venons de mentionner prouvent que l'agriculture allemande ne s'est point bornée à rester sur la défensive derrière ses barrières douanières; elle a, par son intelligence et sa persévérance, développé sa force productive à un degré qu'aucune autre nation n'a réussi à atteindre.

La production de la betterave s'est développée plus rapidement encore que celle des denrées alimentaires. Au cours du siècle dernier, à la suite des progrès de la chimie, cette plante a acquis une extraordinaire importance, non seulement pour notre production nationale, mais aussi pour le marché universel. Elle est devenue la matière première de l'un des principaux aliments. La découverte faite par un savant allemand du sucre contenu dans la betterave et les améliorations techniques de sa culture et de son traitement industriel ont créé une nouvelle branche de production dans laquelle l'Allemagne marche aujourd'hui à la tête des autres nations. En 1911/1912, la production du sucre de betterave était, en Allemagne, de 2 701 000 t, en Russie de 1 374 000 t, en Autriche-Hongrie de 1 902 000 t, en France de 960 000 t; les autres pays ne suivaient qu'à une grande distance.

On peut juger par le tableau suivant du développement de la production des betteraves et de l'industrie du sucre, durant les vingt-cinq dernières années:

Années	Betteraves traitées 1000 t	Nombre d'hectares ensemencés	Rendement moyen par hectare	Sucre brut obtenu 1000 t	Pour fabriquer 1 kg de sucre on avait besoin en moyenne: kg de betteraves
1875/76	4.161	96.724**)	29	358	11.62
1888/89	7.896	149.411**)	28	991	7.97
1910/11 *	15.749	477.909	33	2590	6.08

Dans le dernier quart de siècle, il y a donc eu non seulement un accroissement considérable des champs

*) On ne doit pas tenir compte de l'année 1911/12 à cause de la chaleur anormale de l'été qui valut à l'Allemagne la pire récolte de betteraves qu'elle ait jamais eue. Celle-ci ne fut que de 1 348 000 t, contre 2 590 000 t l'année précédente et 2 700 000 t environ en 1912/13. — **) Il ne s'agit ici que des hectares cultivés par les fabriques elles-mêmes.

plantés de betteraves, mais le rendement de ces champs s'est accru, lui aussi, par suite de méthodes d'exploitation plus rationnelles. La production de betteraves atteint ainsi aujourd'hui un chiffre à peu près double de celui des années 1885/90. De plus, grâce aux améliorations de la culture et du traitement des betteraves, on a réussi dans les vingt-cinq dernières années à réduire de près d'un quart la quantité de betteraves nécessaires à la fabrication d'un kilogramme de sucre raffiné. On est parvenu à dépasser de beaucoup les progrès déjà très considérables réalisés à cet égard avant 1890. Aussi la fabrication du sucre raffiné a-t-elle augmenté dans la proportion de 1 à 2½, tandis que la production des betteraves n'a fait que doubler.

Ajoutons que le profit direct que l'agriculture allemande tire de cette augmentation s'accroît encore de certains avantages résultant indirectement de l'extension de la culture de la betterave. La culture intensive et rationnelle exigée par la betterave a eu une heureuse influence sur les autres domaines de l'agriculture. Enfin, le traitement de la betterave fournit une grande quantité de résidus qui servent de nourriture au bétail et permettent d'améliorer les conditions de l'élevage.

Les chiffres suivants montrent le développement de l'élevage du bétail en Allemagne.

Date du recensement	Chevaux	Mules et ânes	Gros bétail	Moutons
10 janvier 1883	3 522 545	9 795	15 786 764	19 189 715
1 déc. 1892	3 836 273	6 703	17 555 834	13 589 662
1 déc. 1900	4 195 361	7 848	18 939 692	9 692 501
2 déc. 1907	4 345 047	11 291	20 630 544	7 703 710
2 déc. 1912	4 516 279	12 862	20 158 738	5 787 848

Date du recensement	Porcs	Chèvres	Volailles	Ruches
10 janvier 1883	9 206 195	2 640 994	—	1 911 797
1 déc. 1892	12 174 442	3 091 508	—	2 034 485
1 déc. 1900	16 807 014	3 266 997	64 453 171	2 605 350
2 déc. 1907	22 146 532	3 533 970	77 103 045	2 594 690
2 déc. 1912*)	21 885 073	3 383 971	82 474 317	2 619 891

Quand on compare les chiffres des années 1883/92 avec ceux des années 1907/12, on ne constate un mouvement rétrograde que dans l'élevage des moutons. Par contre, l'élevage des chevaux, celui du gros bétail et surtout celui des porcs, ont très heureusement progressé jusqu'en 1907. A partir de 1907 jusqu'en 1912, le gros bétail, les porcs et les chèvres ont diminué légèrement en nombre. Cette décroissance s'explique en première ligne par la mauvaise récolte fourragère de l'année 1911. L'élevage des moutons a pour base une étendue de pâturages; l'agriculture allemande vise, au contraire, surtout à une intensité croissante des cultures. Cette intensité a eu pour les autres sortes d'élevage plus d'avantages qu'on ne peut constater dans une statistique ne donnant que le nombre des têtes de bétail. Les progrès réalisés en vue de l'amélioration des races sont énormes: ils ont pour conséquence une augmentation des qualités de travail, un accroissement de la production de viande et de lait. Les grandes sommes nécessaires à un élevage plus rationnel et plus intensif du bétail furent fournies par une population industrielle croissant sans cesse en nombre et en richesse;

*) chiffres provisoires.

la vente locale fut facilitée et grandit au fur et à mesure du développement industriel du pays. C'est ainsi que l'élevage du bétail a, en Allemagne, contribué pour sa part à augmenter la productivité et la prospérité du pays.

Le charbon et le fer sont les deux puissants piliers sur lesquels repose le développement industriel de notre époque. L'Allemagne compte parmi les pays que la nature a le plus richement dotés de ces deux grandes matières premières de l'industrie. Elle possède, en outre, des gisements de sels, de zinc, de plomb et de cuivre. Les jeunes générations seulement ont appris à extraire ces trésors du sol et à les exploiter. Durant les vingt-cinq dernières années, la valeur des produits immédiats des mines allemandes (charbons, minerais, sels) a passé d'environ 700 millions de marcs à beaucoup plus de 2 milliards.

L'exploitation du charbon seule a progressé de la façon suivante:

	Houille			Lignite			Total		
	Équipe moyenne	Produits: Poids en millions de tonnes	Produits: Valeur en millions de marcs	Équipe moyenne	Produits: Poids en millions de tonnes	Produits: Valeur en millions de marcs	Équipe moyenne	Produits: Poids en millions de tonnes	Produits: Valeur en millions de marcs
1887	217357	60.3	311.1	29408	15.9	40.2	246765	76.2	351.3
1911	628307	160.7	1572.6	72567	73.8	183.5	700874	234.5	1756.1
Accroissement	410950	100.4	1261.5	43159	57.9	143.3	454109	158.3	1404.8
en %	189.1	166.5	405.5	146.8	364.1	356.5	184.0	207.7	399.9

L'année 1912 accuse un nouveau progrès. La production du charbon est montée à 259 400 000 t. (177 100 000 t. de houille et 82 300 000 t. de lignite).

Elle a donc triplé dans les vingt-cinq dernières années.

Parmi les pays de grande production, l'Allemagne occupe la troisième place après les États-Unis et l'Angleterre.

Pays	Combustibles minéraux (houille et lignite) Millions de tonnes		Accroissement en %
	1886	1911	
États-Unis	103.1	450.2	336.6
Grande-Bretagne et Irlande	160.0	276.2	72.6
Allemagne	73.7	234.5	218.1
Autriche-Hongrie	20.8	49.2	136.5
France	19.9	39.3	97.5
Belgique	17.3	23.1	33.5

Aujourd'hui, les États-Unis qui, vers 1885, occupaient la deuxième place, ont dépassé leurs rivaux de beaucoup. Mais l'Allemagne a presque rejoint l'Angleterre qui, il y a vingt-cinq ans, marchait à la tête avec une production plus de deux fois supérieure à la nôtre. En 1912, la production du charbon a été de 259 400 000 t. en Allemagne et de 264 700 000 en Grande-Bretagne et en Irlande (chiffres provisoires). La diminution de la production anglaise s'explique en partie par la grève des mineurs.

L'Allemagne produit environ la cinquième partie de la production mondiale du charbon.

L'essor de l'industrie du fer n'a pas été moins brillant. La production du minerai de fer dans l'Union douanière allemande était

en 1887 de 10 664 000 t.,
„ 1911 „ 29 879 000 t.,

donc un accroissement du triple.

Cependant cette production nationale de minerai n'a pas suffi aux demandes des usines; il a fallu de plus en plus la compléter par une importation de minerai étranger.

Minerai de fer.

	Importation	Exportation	Excédent de l'	
	en 1000 t.		importation	exportation
1887	1 036.2	1 744 6	—	708 4
1912	12 120.1	2 309 6	9 810.5	—

La fabrication de la fonte a progressé comme suit:

Hauts-fourneaux.

	Hauts-fourneaux en feu	Équipe moyenne	Matières premières en 1000 t.	Production totale de la fonte	
				en 1000 t.	en millions de marcs
1887	212	21 432	12 057	4 024	166 4
1911	313	47 546	45 068	15 574 *)	867 9
Accroissement en %	45.6	121.5	273.8	287.0	421.6

Dans le dernier quart de siècle, la production de la fonte a plus que quadruplé en Allemagne.

*) En 1912, la production de la fonte était de 17 853 000 t.

Parmi les pays de grande production, l'Allemagne occupe aujourd'hui la deuxième place.

Production de la fonte (en 1000 t.).

Pays	1887	1911	Accroissement en %
États-Unis	6 520	24 028	268.5
Allemagne	4 024	15 574	287.6
Grande-Bretagne et Irlande	7 681	10 033	30.6
France	1 568	4 411	181.3
Russie	612	3 588	486.3
Belgique	756	2 106	178.6

Ici encore les États-Unis devancent de beaucoup les autres pays grâce à leurs énormes gisements.

L'Allemagne dont la production, il y a vingt-cinq années, dépassait à peine la moitié de celle du royaume britannique, alors à la première place, a produit, en 1903, plus de 10 millions de tonnes de fonte et battu ainsi pour la première fois les producteurs anglais.

Dans les huit dernières années, la production allemande s'est élevée par une progression croissante à 15 600 000 tonnes, en 1911 et à 17 900 000, en 1912, tandis que la production anglaise s'arrêtait à environ 10 millions de tonnes.

La production mondiale de la fonte se monte, aujourd'hui, à 75 millions de tonnes à peu près; l'Allemagne en produit un quart.

Le tableau suivant donne une image de la production de l'acier dans les pays les plus importants.

Production de l'acier (en 1000 t.)

Pays	1886	1910	Accroissement en %
États-Unis	2 604.4	26 512,4	910 3
Allemagne	954.6	13 698 6*)	1 335.0
Grande-Bretagne . .	2 403.2	6 106.8	154.1
France	427.6	3 390 3	692.9
Russie	241.8	2 350.0	871.2
Belgique	164.0	1 449.5	783.6

Nous venons d'esquisser dans ses grandes lignes le développement général des industries minières et métallurgiques afin d'avoir une base pour juger du développement total de l'industrie allemande. Le cadre restreint dont nous disposons, ici, et l'absence de statistiques suffisamment complètes nous interdisent d'entrer dans le détail des diverses branches de l'industrie et du développement de leurs productions. Cependant nous voulons essayer de donner au moins un résumé général de la situation des différentes branches de l'industrie. C'est l'objet du tableau ci-après, qui indique l'augmentation du nombre des personnes employées et des chevaux-vapeur des machines en usage dans les divers groupes industriels:

L'industrie du bâtiment, qui avait à fournir les logements nécessaires au grand accroissement de notre population et les ateliers exigés par l'extension de l'industrie, occupe le premier rang. Le nombre des personnes employées dans cette industrie a passé de 533 000 à 1 576 000. Signalons ensuite les augmentations absolues et relatives de l'industrie des machines, de l'industrie métallurgique, de celle de la pierre, du bois etc. On

*) En 1911, la production d'acier se montait à 15 019 300 t.

	Personnes employées				Machines à vapeur HP.			Kilowatt
	1882	1895	1907	accroiss. 1882—1907 %	1895	1907	accroiss. 1895—1907 %	1907
Mines, usines et salines (y compris les tréfileries pour 1882)	430 134	536 289	879 600	104.5	995 069	2 332 968	134.5	422 782.3
Industrie de la pierre	349 196	558 286	747 057	111.1	197 796	503 682	154.7	88 570.3
Travail des métaux .	459 713	639 755	905 868	97.1	142 141	443 224	211.8	128 909.9
Machines	356 089	582 672	1 171 783	229.1	184 821	1 215 512	557.7	225 026.7
Industries chimiques .	71 777	115 231	167 670	133.6	83 587	192 905	118.9	42 288.6
Industries d'éclairage, savons, graisses, huiles	42 705	57 909	95 957	124.7	29 942	77 265	158.1	13 368.5
Industries textiles . .	910 089	993 257	1 094 955	20.3	515 583	886 373	71.7	75 126.3
Papier	100 156	152 909	225 046	124.7	201 422	412 908	104.9	54 966.5
Cuirs	121 532	160 343	206 313	69.8	32 377	85 304	163.5	19 302.1
Bois et ébénisterie . .	469 695	598 496	736 424	56.8	203 235	346 024	70.3	56 325.9
Industrie de l'alimentation	743 881	1 021 490	1 260 580	69.5	686 263	1 185 819	72.8	152 763.8
Confection, dégraissage	1 259 791	1 390 604	1 562 382	24.0	19 235	54 852	185.2	18 999.8
Bâtiment	533 511	1 045 516	1 576 804	195.6	46 274	189 117	308.7	21 497.3
Professions littéraires et artistiques	85 394	147 746	243 262	184.9	18 793	35 974	91.4	40 950.1

remarque dans ces industries un emploi croissant de la force mécanique. Dans l'industrie de l'alimentation, on constate également une augmentation absolue du nombre des personnes employées. Dans l'industrie chimique, dans les différentes branches du travail artistique ou littéraire, dans l'industrie du papier, dans celle de l'éclairage, du cuir, les progrès ont été relativement rapides; mais, si l'on s'en tient à la valeur absolue des chiffres, ils sont moins grands. Enfin, l'industrie textile, celle de la confection et du dégraissage, indiquent les plus petites augmentations qui n'en sont pas moins assez considérables.

Les chiffres de l'exportation des différents produits de notre industrie permettent de faire des constatations analogues.

A la tête des marchandises d'exportation se trouvent, aujourd'hui (1912), les machines avec une valeur d'exportation de 630 300 000 marcs, contre 52 800 000, en 1887. Les fers gros et fins représentent, aujourd'hui, une valeur d'exportation de 580 900 000 marcs, contre 96 millions en 1887. L'exportation des fers en barres et de cornière, des plaques et tôles, des loupes, des rails, des poutrelles, des fers en fils etc. a suivi dans l'ensemble une même courbe ascendante. La valeur des automobiles exportées est de 65 100 000 marcs; cette exportation n'existait pas encore il y a vingt-cinq ans. La valeur de la houille exportée se monte, aujourd'hui, à 436 600 000 marcs, contre 79 900 000, en 1887; celle du coke à 126 400 000, contre 9 400 000. La valeur d'exportation des produits d'aniline et autres matières colorantes s'élève, aujourd'hui, à 133 800 000 marcs, contre 42 500 000, en 1887; celle de l'indigo artificiel à 45 200 000, contre 6 300 000 marcs. L'exportation des produits fabri-

qués a augmenté sur certains points, durant les vingt-cinq dernières années, d'une manière considérable:
nières années, d'une manière considérable:

Tissus de coton	de	67.3	mill.	de	marcs	à	421.6	mill. de marcs
„ „ laine	„	177.6	„	„	„	„	253.4	„ „ „
„ „ soie	„	16.1	„	„	„	„	190.9	„ „ „
Fils de laine	„	34.0	„	„	„	„	84.2	„ „ „
„ „ coton	„	17.7	„	„	„	„	64.1	„ „ „

Ces chiffres montrent que l'industrie textile, comme l'agriculture, a réussi à augmenter fortement sa production sans accroître le nombre des personnes qu'elle emploie.

Ajoutons qu'il serait faux de supposer que l'accroissement de notre productivité industrielle soit absorbé par l'agrandissement de notre exportation. Des enquêtes scientifiques assez minutieuses permettent d'établir que la vente des produits de notre industrie sur le marché national s'est développée plus rapidement encore que l'exportation à l'étranger. En disant que la puissance industrielle de notre économie nationale a triplé, durant le dernier quart de siècle, on reste très probablement en deçà de la vérité.

II. Le Mouvement économique.

Il est regrettable qu'on ne puisse calculer le développement du commerce intérieur avec autant de précision que celui du commerce extérieur. Nous possédons, toutefois, sur le mouvement économique des documents suffisants pour pouvoir être sûr de nos conclusions.

C'est tout d'abord l'accroissement du nombre des personnes employées dans le commerce et les transports. Il a passé de 1 570 000, en 1882, à 3 477 600, en 1907. L'augmentation relative a été par conséquent plus grande que celle de la population industrielle. Le com-

merce et les transports méritent tout autant que l'industrie minière où manufacturière d'être qualifiés de productifs. Leur travail ne porte pas, il est vrai, sur la transformation de la substance des biens. Il sert cependant à augmenter leur valeur en les amenant dans les endroits où ils sont le plus utiles à la production ou à la consommation. L'importance du commerce et des transports augmente avec la différenciation du travail et l'étendue des relations économiques qui réunissent les différents pays.

Il est impossible d'exprimer par un seul chiffre l'augmentation du mouvement économique. On en est réduit, ici encore, à tirer ses conclusions de certaines augmentations indiquées par les statistiques.

Puisque tout commerce un peu développé dépend du service des renseignements, on peut mesurer l'extension du premier d'après le développement du second.

Statistique des postes de l'Empire.

(Postes de l'Empire, des royaumes de Bavière et de Wurtemberg.)

	Nombre moyen des habitants	Nombre des bureaux de poste	Lettres (en millions)	Colis sans déclaration de valeur (en millions)	Lettres, colis avec déclaration de valeur (en millions)	Mandats-poste (millions de marcs)
1887	47 540 000	19 476	1303.4	93.7	11.3	3947.5
1911	65 390 000	40 987	5994.3	271.3	11.8	9302.1 *)
accroiss. en %	37.5	110.4	359.9	189.5	4.4	135.6

*) Le plus haut chiffre fut atteint en 1908 avec 12 766 300 000 marcs Depuis lors les mandats-poste ont diminué à cause de l'introduction des chèques postaux.

Télégraphes et Téléphones de l'Empire.

	Nombre des bureaux de télégraphe	Réseau télégraphique longueur des lignes (en 1000 km)	Réseau télégraphique longueur des fils (en 1000 km)	Télégrammes expédiés (en milliards)	Nombre des localités avec bureaux de téléphone	Longueur des lignes de téléphone (en 1000 km)	Longueur des fils téléphoniques (en 1000 km)	Nombre des conversations téléphoniques (en millions)
1887	14 565	89.1	317.1	17 860	188*)	6.7*)	56.4*)	155,6*)
1911	46 444	228.6	1907.2	49 643	37 970	117.6	5022.8	2074
Accroissemt. en %	218.9	156.6	501.5	178.0	—	—	—	—

Les recettes des administrations des postes provenant des lettres et télégrammes se montaient, en 1911, à environ 784 millions de marcs, contre 190 millions, en 1887.

On peut facilement se rendre compte de l'intensité des échanges de valeurs grâce aux statistiques des affaires de banque et de crédit. Toute vente s'exprime, en effet, dans notre monde économique au moyen d'une somme d'argent. Une grande partie des opérations commerciales étant réglées par des lettres de change, le nombre de ces dernières en circulation est un des symptômes les plus caractéristiques du mouvement des affaires. La valeur des lettres de change en circulation, en Allemagne, était estimée, en 1887, à environ 12 milliards, contre 34 milliards de marcs en 1912. L'augmentation du nombre des paiements par les banques (virements et chèques) a été encore plus considérable. Les opérations de virement de la Banque d'Empire sont mon-

*) fin 1888.

tées, dans les vingt-cinq dernières années, de 85 milliards à 371 milliards de marcs; les opérations totales de la Banque d'Empire sont passées de 79 milliards à 414 milliards de marcs; celles de la plus grande banque privée, la Deutsche Bank, de 18 milliards à 132 milliards.

L'intensité des échanges des produits apparaît dans les statistiques des moyens de transport et de communication.

Le réseau des chemins de fer allemands a été considérablement développé au cours des vingt-cinq dernières années, afin de suffire à l'accroissement de la circulation des voyageurs et des marchandises; son activité a augmenté de quatre fois.

Chemins de fer à voie normale en Allemagne.

	1885	1911	accroissem. en %
Longueur des lignes en km . .	37 190	59 763	60.7
Frais d'établissement en millions de marcs	9 722	17 833	83.4
Employés et ouvriers	333 439	713 187	113.9
Matériel roulant, locomotives et automotrices	12 450	28 088	125.6
Wagons de voyaguers	22 735	59 857	163.3
Wagons de bagages et de marchandises	250 640	596 763	138.1
Recettes de l'exploitation en millions de marcs	997	3 271	218 0
Transport des marchandises (en millions) *)	16 600	61 870	272.7
Transport des voyageurs (en millions)**)	7 932	37 855	377.1

*) L'unité est la tonne transportée à une distance d'un kilomètre.
**) L'unité est le voyageur transporté à une distance d'un kilomètre.

Le tableau ci-contre montre combien l'Allemagne a devancé ses voisins occidentaux par le développement de son réseau ferré.

Les voies fluviales, destinées à compléter le réseau ferré et à le décharger des marchandises encombrantes, ont pris une importance toute particulière sous le règne de l'Empereur et grâce à son initiative. En 1910, les voies fluviales allemandes ont transporté 91 millions de tonnes de marchandises. Le nombre des bateaux sur canaux et rivières s'est élevé de 20390, en 1887, à 26235, en 1907; mais leur tonnage a en même temps beaucoup plus augmenté. En 1887, les 19989 bateaux enregistrés avaient un déplacement de 2100000 tonnes, tandis qu'en 1907 les 26191 bateaux enregistrés déplaçaient 5900000 tonnes. Les résultats des enquêtes de 1912 ne sont pas encore publiés.

Les progrès des échanges avec l'étranger ne le cèdent en rien à ceux du commerce intérieur.

Nous avons déjà donné ailleurs quelques chiffres sur les échanges avec l'étranger. Le commerce global de l'Union douanière allemande avec l'étranger s'est développé, de 1887 à 1912, comme l'indique le tableau I ci-après.

Les importations et exportations se sont élevées, pendant le dernier quart de siècle, de 6246 millions de marcs à 19648 et, si on ajoute à ce chiffre celui du commerce des métaux précieux, de 6379 à 20117.

Pour préciser ces indications, rapprochons ces chiffres de ceux des premiers pays commerciaux du monde.

Développement des chemins de fer.

	Longueur des chemins de fer exploités en kilomètres fin		Accroissemt. en %	Longueur des lignes en kilomètres par 100 myriam. carré		par 10 000 habitants	
	1890	1911		1890	1911	1890	1911
Allemagne	42 869	61 936	42.6	7.9	11.4	8.7	9.5
Angleterre	32 297	37 649	16.4	10.3	12.0	8.5	8.3
France	36 895	50 232	33.9	7.0	9.3	9.6	12.8
États-Unis	268 409	396 860	44.6	3.0	4.3	42.7	43.1

	Frais d'établissement en millions de marcs		Transport des voyageurs*)		Transport des marchandises **)		Recette totale en millions de marcs	
	1895	1910	1895	1910	1895	1910	1895	1910
Allemagne . .	11 407	18 664	14 344.1	37 613.7	25 486.4	53 803.8	1 513.9	3 092.3
Angleterre . .	20 022	26 370	—	—	—	—	1 730.2	2 485.5
France . . .	12 471	15 099	10 671.0	20 976.8	12 914.1	27 733.0	1 003.7	1 813.7
États-Unis . .	46 595	77 352	19 940.4	54 846.0	139 379.6	425 076.7	5 217.1	13 211.5

*) L'unité est la tonne transportée à une distance d'un kilomètre.
**) L'unité est le voyageur transporté à une distance d'un kilomètre.

I. Commerce de l'Allemagne.

	Importation				Exportation			
	1887	%	1912	%	1887	%	1912	%
	(en millions de marks)							
Matières premières industrielles (demi-produits inclus) . . .	1310.3	42.1	5882.6	55.0	585.2	18.7	2370 6	26.5
Objets fabriqués	833.0	26.8	1608.2	15.0	2051.8	65.4	5787.5	64.6
Denrées alimentaires . . .	965.7	31.1	2944.6	27.6	499.9	15.9	789.8	8.8
Bétail			256.0	2.4			8.9	0.1
Total	3109 0	100.0	10691.4	100.0	3136.9	100.0	8956.8	100.0
Métaux précieux	77.4		325.7		56.1		142.7	

II. Commerce extérieur (en millions de marcs).*)

Pays	Importation			Exportation			Commerce total		
	1887	1912	Ac-croiss. %	1887	1912	Ac-croiss. %	1887	1912	Ac-croiss. %
Union douanière allemande	3109.0	10691.4	243 8	3136.9	8956.8	185.4	6245.9	19648.2	214.7
Gde.-Bretagne et Irl.	6187.8	12914.4	108.7	4533.7	9943.7	119.3	10721.5	22858.1	113.1
États-Unis	2870.4	6800.9	136.9	2952.7	9115.3	208.6	5823.1	15916.2	173 3
France	3261.1	6360.7	95.0	2629.7	5309.1	101.8	5890.8	11669.8	98.1

*) Ces chiffres sont en partie provisoires.

On voit que le commerce extérieur de l'Allemagne a subi un accroissement plus fort que celui des autres pays, y compris les États-Unis. Il a augmenté d'un peu plus de 300%, tandis que celui de l'Amérique augmentait de 275%, celui de l'Angleterre d'un peu plus de 200%, celui de la France de moins de 200%. Pendant qu'en 1887 le commerce extérieur allemand égalait à peu de chose près le commerce français, il le dépasse, aujourd'hui, de plus de la moitié. A cette même date, il représentait à peine 50% du commerce anglais; aujourd'hui, il en représente les 85%.

Ce développement gigantesque n'est que l'expression de notre extraordinaire expansion industrielle. Il permet par là même de la mesurer. Tandis que l'agriculture, par suite des conditions limitées de sa production, n'a pas réussi à satisfaire entièrement aux demandes croissantes d'une population en voie d'augmentation rapide, l'industrie allemande a pu développer sa production au point de dépasser de beaucoup les besoins nationaux. Elle a su s'ouvrir les marchés étrangers par la bonne qualité et le bon marché de ses produits. Elle nous a ainsi procuré les ressources nécessaires à l'achat, sur le marché étranger, de vivres et de matières premières.

Les échanges avec l'étranger se font en majeure partie par mer. L'essor de notre marine marchande apparaît nettement dans les chiffres suivants:

Flotte de la marine marchande allemande.

	1er janvier 1888			1er janvier 1913		
	nombre	tonnage net	équipage	nombre	tonnage net	équipage
Navires à voile . .	3034	758 359	21 053	2420	396 904	12 980
Allèges . .	60	11 459	167	332	101 324	1 053
Navires à vapeur .	717	470 364	15 856	2098	2 655 496	63 713
total	3811	1 240 182	37 076	4850	3 153 724	77 746

Le nombre des navires a augmenté d'environ 25 %; le tonnage de la marine marchande a augmenté pendant le même laps de temps de 250%, l'effectif des équipages de 200%. La valeur des unités navales s'est bien améliorée; les navires à voile ont de plus en plus fait place aux navires à vapeur. En 1913, le tonnage des navires à vapeur était à peu près six fois supérieur à celui de 1888. A cette date, le tonnage des navires à vapeur ne représentait qu'à peu près trois cinquièmes du tonnage des navires à voile; il lui est, aujourd'hui, sept fois supérieur.

Au 1er janvier 1913, environ un quart des navires à vapeur de la marine marchande allemande, d'un tonnage brut de 4 400 000 tonnes, datait de moins de cinq ans; plus de la moitié des navires avait moins de dix ans.

Le tableau ci-contre permet de se faire une idée précise du développement des ports allemands:

Navigation avec		Navires marchands chargés			
		entrés		sortis	
		nombre	tonnage	nombre	tonnage
les ports allemands	1887	29 359	1 675 498	28 564	1 661 471
	1911	56 554	5 397 913	55 795	5 495 791
les autres ports européens	1887	18 891	5 917 242	14 995	4 467 353
	1911	41 443	15 330 757	23 441	8 975 655
les ports non-européens	1887	1 874	2 248 187	1 517	1 837 702
	1911	2 857	8 339 385	2 055	6 629 735
Total	1887	50 124	9 840 927	45 076	7 966 526
	1911	100854	29 068 055	81 291	21 101 181

Ces chiffres confirment les résultats des statistiques de notre commerce extérieur. Comparons encore une fois ce développement de l'Allemagne avec celui de nos principaux concurrents (voir le tableau ci-contre).

Pour le tonnage des navires, l'Allemagne occupe la troisième place, à une distance énorme, il est vrai, de l'Angleterre et à une distance encore considérable des États-Unis. Pour les navires à vapeur, l'Allemagne a dépassé d'un peu les États-Unis et a gagné la deuxième place.

Complétons ce tableau par quelques chiffres sur le mouvement des grands ports du monde. Nous nous

Flottes marchandes de plusieurs grandes Etats.

		navires à voile		navires à vapeur		total	
		nombre	tonnage en milliers de tonneaux	nombre	tonnage en milliers de tonneaux	nombre	tonnage en milliers de tonneaux
Allemagne	1885	3 438	854,9	664	420,6	4 102	1 275,5
	1911	2 723	510,0	2 009	2 513,7	4 732	3 023,7
Grande-Bretagne et Irlande	1885	17 018	3 457,0	6 644	3 973,0	23 662	7 430,0
	1911	8 714	971,7	12 205	10 711,4	20 919	11 683,2
États-Unis	1885	18 564	2 771,0	5 399	1 494,0	23 963	4 265,0
	1912	10 969	2 147,7*)	10 309	2 470,6*)	21 278	4 618,3*)
Norvège	1890	6 760	1 503,0	672	203,0	7 432	1 706,0
	1910	1 205	630,3	1 842	895,9	3 047	1 526,2
France	1885	15 266	1 000,0	937	492,0	16 203	1 492,0
	1911	15 949	624,5	1 780	838,1	17 729	1 462,6

*) tonnage brut.

bornerons à reproduire la statistique des sorties des navires à vapeur pour l'année 1911.

	1911	
	Mouvement total	Mouvement avec l'étranger
	tonnage net en 1000 tonneaux	
Hambourg	13 177	11 993
Londres	19 516	11 172
Liverpool	14 563	10 445
Anvers*)	—	13 326
Rotterdam	—	10 599
Marseille	9 660	8 619
Gênes	7 433	5 922
Trieste	4 246	2 713
New-York (1911/12) . .	—	13 549

Pour les communications avec l'étranger, Hambourg ne le cède qu'à New-York et à Anvers*); ce dernier port doit une bonne part de son mouvement aux exportations et aux importations allemandes.

Malgré la petite étendue de son littoral et la configuration peu favorable de ses côtes, l'Allemagne a donc su, grâce à son énergie et son travail, acquérir une des premières places parmi les puissances maritimes. Les circonstances qui, il y a quatre cents ans, lors de la découverte de l'Amérique et de la nouvelle route des Indes, détournèrent de l'Allemagne le commerce mondial

*) Le calcul du tonnage se fait à Anvers d'après un système un peu différent de celui en usage à Hambourg. Si l'on tient compte de ce fait, les chiffres d'Anvers seraient un peu inférieurs à ceux de Hambourg.

et l'attirèrent vers d'autres voies, n'ont pas changé. C'est à l'intérieur même de notre patrie que s'est opérée la transformation qui nous a valu dans le commerce mondial une position infiniment meilleure que celle que nous avions rêvé, autrefois, d'occuper. Dans les siècles antérieurs, la base du commerce avec l'étranger était les richesses véritables ou supposées des pays d'outre-mer. Nous perdîmes notre place dans le commerce mondial lorsque de nouveaux chemins firent affluer ces richesses vers d'autres pays. Aujourd'hui, nous portons en nous-mêmes la force sur laquelle repose notre commerce mondial. Notre commerce extérieur et notre navigation sont fondés sur les bases sûres de notre travail national et des forces productives de notre activité économique.

De même que notre commerce a grandi au fur et à mesure que se développait notre productivité, celle-ci a été à son tour stimulée par l'accroissement de notre commerce. En ce sens les paroles prononcées par l'empereur Guillaume II il y a vingt ans: «Le monde est régi par le mouvement des échanges», ne s'appliquent à aucun pays aussi bien qu'à notre patrie.

Cependant, tout en étant fondé sur notre travail national, notre commerce extérieur doit posséder des appuis durables et fermes au delà les frontières de l'Empire. Les étroites limites de notre territoire, l'uniformité des conditions climatériques de notre patrie, l'accroissement de notre population, l'augmentation et le raffinement toujours plus grand de nos besoins nous obligent à importer d'énormes quantités de matières premières et de produits alimentaires. Nous devons payer ces importations avec notre travail, et en particulier avec l'exportation des produits industriels. Le problème est donc à la fois d'assurer, dans la me-

sure du possible, l'importation des matières brutes et l'exportation des produits industriels.

C'est là un problème dont la solution dépend en partie de la politique économique de l'État et principalement de sa politique commerciale.

La difficulté du problème consiste à maintenir et à développer les forces productives nationales tout en obtenant pour notre commerce extérieur, et principalement pour l'exportation de nos objets fabriqués et l'importation des matières brutes, des conditions aussi favorables et aussi constantes que possible.

Sous le gouvernement de l'empereur Guillaume II, la politique commerciale allemande a trouvé à ce problème des solutions satisfaisantes. On peut affirmer ce fait sans risquer d'être fortement contredit, bien que les divergences d'opinions entre les partis soient particulièrement grandes dans le domaine de la politique commerciale.

L'agriculture et les industries, qui ont besoin pour se développer d'être protégées contre la concurrence étrangère, ont obtenu cet appui et ont fait de grands progrès. D'autre part, nous avons réussi, par le système de traités commerciaux à longue échéance, à ouvrir les marchés étrangers à notre exportation industrielle et les ports étrangers à nos navires; nous avons su en même temps garantir au négociant allemand des conditions favorables d'établissement et de développement.

Pour arriver à ce but, nous avons dû traverser une période de négociations difficiles avec les États étrangers, et de luttes intérieures entre les partis de gauche et de droite. C'est un des plus grands mérites de l'empereur Guillaume II d'avoir, à son avènement, entre tant

de problèmes importants et compliqués, reconnu, dès le premier coup d'œil, le but à poursuivre et de s'être efforcé de l'atteindre avec autant de ténacité que de sang-froid.

Le fait d'avoir assuré des débouchés à notre commerce et des ports à notre flotte marchande ne saurait nous suffire. Le développement de notre industrie nous a mis dans une situation de dépendance relative vis-à-vis de l'étranger; cette dépendance exige un contrepoids. Il faut que par delà nos frontières notre esprit d'entreprise et nos capitaux disponibles puissent trouver un champ nouveau d'activité; il faut aussi qu'ils acquièrent une influence immédiate sur des territoires lointains, importants pour nos achats et nos ventes. L'acquisition de colonies d'outre-mer répond à ces exigences: dans ces pays, la domination politique est le plus sûr garant de l'influence économique. Cette voie ne nous est malheureusement pas pleinement ouverte. Quand l'Allemagne, après avoir achevé son unité politique, tourna ses regards vers la mer, elle s'aperçut que le monde colonial était déjà presque entièrement partagé. Nous devons donc, là où les chemins ne sont plus libres, poursuivre notre but par le moyen d'une politique économique prévoyante et active.

Notre politique coloniale fut inaugurée vers 1885. Ses débuts furent modestes mais décisifs pour son développement ultérieur. Jusqu'à l'avènement de l'empereur Guillaume II, on se borna à fonder quelques entreprises commerciales et à hisser notre drapeau sur certains points inoccupés de la côte d'Afrique et des îles du Pacifique. C'est sur cette étroite base que fut édifié l'Empire colonial allemand. Son agrandissement, son exploration géographique, sa conquête militaire, son organisation administrative, son exploitation économique sont

des œuvres qui furent exécutées depuis l'avènement de l'empereur Guillaume II, dans les dix ou quinze dernières années. La tâche fut grande et malaisée. Aux difficultés naturelles de ces régions, qui étaient les seules qui restaient à prendre, vint s'ajouter la résistance des indigènes. Tout le monde se souvient des grands sacrifices en hommes et en argent qu'il fallut faire pour réprimer l'insurrection du Sud-Ouest africain. A ces difficultés dans les colonies mêmes vinrent s'en ajouter d'autres qu'on rencontrait dans la métropole : le manque d'intelligence du grand problème colonial, la pusillanimité, le scepticisme, le manque d'expérience et d'organisation, le manque de tradition. Un double insuccès économique et administratif marqua, comme c'était inévitable, ce début.

Aujourd'hui, ces difficultés de la première heure ont été pour la plupart résolues.

L'Empire colonial allemand a actuellement une superficie de 2 900 000 kilomètres carrés, soit environ cinq fois celle de l'Empire allemand. La population indigène dépasse, d'après les évaluations, 11 millions d'hommes. La population blanche compte plus de 27 000 individus, alors qu'il y a dix ans, elle n'atteignait pas 10 000. En 1912, nos colonies africaines possédaient 3867 kilomètres de voies ferrées en exploitation et 696 kilomètres de voies en construction. Le commerce total de nos protectorats en Afrique et dans le Pacifique (importation et exportation) ne s'élevait qu'à 46 600 000 marcs, en 1898 ; il atteignait, en 1912, la somme de 263 millions ; il a donc plus que quintuplé en quatorze ans. De plus, le commerce de Kiao-Tcheou a passé de 34 500 000 marcs, en 1902 à 260 200 000, en 1912. Le commerce de l'Alle-

magne avec ses colonies, qui n'était que de 11 millions, en 1896, est aujourd'hui de beaucoup supérieur à 100 millions.

Malgré la progression de ces chiffres, l'Empire colonial allemand n'en est encore, aujourd'hui, qu'à ses débuts. L'avenir devra le transformer en un débouché pour les produits de notre industrie et en un réservoir de matières premières, dont nous avons besoin (culture du coton); il deviendra ainsi un des facteurs importants de notre position économique dans le monde.

Notre activité dans les colonies n'est qu'une part de l'activité allemande à l'étranger, et surtout dans les pays d'outre-mer. La devise du marchand allemand est: «Mon champ, c'est le monde.» Bien avant que l'Empire allemand se fût mis en quête de colonies, bien avant même que l'Empire eût été fondé, on trouvait des négociants allemands sur toutes les places importantes de l'Europe et des autres continents. Beaucoup d'Allemands ont perdu de la sorte leur nationalité. Beaucoup d'autres, il est vrai, ont su conserver leur caractère national et leurs relations avec la patrie. Ils forment un des plus précieux éléments de la «plus grande Allemagne». Tout en ayant leurs racines en terre étrangère, leurs entreprises commerciales, industrielles ou agricoles fortifient la position de l'Allemagne dans le commerce du monde. Ceci est tout particulièrement vrai des grandes œuvres que l'esprit d'entreprise et le capital allemands ont créées dans les territoires extra-européens au cours des trente dernières années: grandes entreprises électriques, travaux d'irrigation, chemins de fer surtout — comme ceux de Bagdad et du Chan-Toung. Ces nouvelles voies

ferrées ouvrent, sous l'égide de l'Allemagne, de vastes territoires à la culture, facilitent l'exploitation des richesses naturelles fort utiles à notre économie nationale et créent des débouchés favorables à notre exportation. L'Empereur a toujours accordé à ces grandes entreprises une bienveillance spéciale et un intérêt tout particulier.

Le gigantesque édifice d'activité économique que nous venons de décrire ne repose sur une base solide qu'autant qu'il est protégé contre tout acte de violence. Dans la concurrence pacifique, l'économie nationale allemande se sent assez forte pour maintenir et pour élargir la place qui lui revient. Mais de tout temps la tentation de faire usage, dans la lutte économique, des moyens politiques et militaires a été très grande pour le fort vis-à-vis du faible. Les nombreuses guerres commerciales de l'histoire en témoignent. Tous les progrès de la civilisation ne sauraient empêcher que, lorsqu'il existe une disproportion excessive entre la force économique d'un peuple et sa puissance militaire, on ne doive toujours craindre qu'une explosion ne vienne brutalement rompre cet équilibre instable. Ce principe une fois posé, l'Allemagne, déjà contrainte par sa situation géographique et ses expériences historiques à entretenir une armée prête à toute éventualité, s'est vue obligée d'entretenir une flotte afin de dissiper chez ses adversaires jusqu'au moindre désir de détruire, par la violence, ses relations commerciales d'outre-mer. En ce sens, notre marine de guerre, œuvre personnelle de l'empereur Guillaume II, est le couronnement de l'édifice gigantesque auquel nous devons l'extraordinaire développement de notre prospérité nationale et sur lequel repose la possibilité de vivre du peuple allemand.

III. La Consommation.

Le but final de toute activité économique est de satisfaire aux besoins matériels de l'humanité. Or, la production et le commerce ont, par suite d'une plus grande intensité du travail, d'un plus parfait outillage et d'une organisation plus méthodique, subi, durant les vingt-cinq dernières années, un accroissement tellement supérieur à celui de la population que ce surplus doit nécessairement se retrouver dans une augmentation de la consommation et une amélioration des conditions de vie dans notre pays. Sinon, il faudrait croire que nous avons, à force de travailler, perdu des yeux le but réel de notre effort.

Quoique toute activité économique tende à satisfaire d'une manière toujours plus complète et plus parfaite nos besoins matériels, il n'est point sûr qu'un plus grand rendement de notre travail économique s'exprime nécessairement par une augmentation correspondante de la consommation. A ce point de vue, il en est de la société comme de l'individu. A côté de la consommation, il y a l'épargne. Une bonne partie du produit du travail économique d'un peuple n'est pas absorbée par la consommation immédiate mais va augmenter notre force productive; la consommation en profite indirectement plus tard. Tout l'enrichissement de l'Allemagne dans les vingt-cinq dernières années, — les améliorations agricoles y compris l'amélioration et l'augmentation du bétail, les fabriques, les dépôts et les ateliers de toute sorte, les chemins de fer, les bateaux, les ports, les autres voies de communication et moyens de transport, les édifices publics, les titres étrangers et les autres valeurs productives, — représente

la part du produit du travail allemand non employée à la consommation immédiate. Les sommes que forme une telle énumération paraissent énormes; nous essayerons de les évaleur exactement dans le chapitre qui traite de l'accroissement de la fortune nationale.

Commençons par nous rendre compte de la progression de la consommation à propos de quelques produits de grand débit sur lesquels nous possédons des statistiques suffisantes. Nous ne comprendrons pas dans nos calculs les articles qui, comme les métaux et les combustibles, ne sont pas des objets de consommation directe.

Prenons d'abord les céréales (froment et seigle).

Consommation de l'Allemagne.

moyenne des années	seigle		froment et épeautre		somme	
	total 1000 t	par tête kg	total 1000 t	par tête kg	total 1000 t	par tête kg
1886/90	5 519	114.5	3 063	63.6	8 582	178.1
1907/11	9 180	143.1	5 685	88.6	14 865	231.7
accroissem. en %	66.3	24.9	85.6	39.3	73.2	30.1

La progression est remarquable; elle reste encore considérable si on pense qu'avant 1893 la statistique des récoltes se faisait d'après un système moins exact et tenait compte tout au plus d'environ 85% de la récolte. On peut conclure de ces résultats que l'alimentation de la population est devenue sensiblement meilleure. L'accroissement de la consommation par tête est plus grand en Allemagne que dans les autres pays; c'est ce que prouve le tableau suivant:

Consommation du blé et du seigle. (Proportion par habitant (en kilogrammes).

	Allemagne	Autriche-Hongrie	Grande-Bretagne et Irlande	France	Italie	États-Unis
1886/90	178.1	152.6	163.9	251.8	122.8	117.2
1902/06	247.6	174.0	166.2	241.6	145.0	143.5
accroissem. en %	39.0	16.3	1.4	— 4.2	18.0	28.3

Par habitant, l'Allemagne a donc aujourd'hui la plus grande consommation de céréales. Cette première place était occupée autrefois par la France.

Le tableau ci-joint permet de suivre la progression de la consommation d'orge, d'avoine et de pommes de terre en Allemagne:

	orge		avoine		pommes de terre	
	total 1000 t	par tête kg	total 1000 t	par tête kg	total 1000 t	par tête kg
1886/90	2 369	53.3	4 142	85.9	18 567	385.2
1907/12	5 836	90.8	7 708	120.2	36 990	577.2
accroissement en %	146.3	70.4	86.1	39.9	99.2	49.8

Sur ce point encore, la comparaison avec les autres pays est presque partout favorable à l'Allemagne.

L'établissement de statistiques pour la consommation de la viande offre des difficultés toutes spéciales. Depuis 1904 seulement, nous possédons en Allemagne des éléments quelque peu utilisables pour un calcul de ce genre. Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, il existe

depuis longtemps des documents exacts; pour la plupart des autres pays, nous manquons de toute donnée.

En ce qui concerne l'Allemagne, on peut se faire une idée de la quantité de bétail abattu dans le pays en prenant la statistique des abatages professionnels en 1912 et les enquêtes officielles de 1911 et 1912, sur les abatages faits à la maison pour les besoins du ménage.

Abatages	Abatages profes-sionnels en 1912 en milliers	Abatages pour les besoins du ménage du 1er 12.1911 au 30.11.1912 en milliers	Total en milliers	Poids net taxé kilo-grammes	Production de la viande total et en milliers de tonnes	Par habitant et en kilo-grammes
bœufs et taureaux	944.9	159.9 (bœufs, vaches, génisses)	—	320	934.21*) (bœufs, vaches, génisses)	14.13
vaches . .	1 727.6		—	240		
génisses .	961.5		—	185		
veaux . . .	4 360.3	—	4 360.3	40	174.41	2.64
moutons .	2 263.4	509.8	2 773.2	22	61.01	0.92
porcs . . .	18 196.3	5 780.9	23 977.2	85	2 038.06	30 83
chevaux .	179.0	—	179.0	235	42.07	0.63
chèvres . .	467.9	722.5	1 190.4	16	19.05	0.29
					total	49.44

Si l'on y ajoute l'importation de viande fraîche, de viande conservée, de saindoux et de graisses (2.500 grammes par habitant, d'après les évaluations du bureau

*) Le poids du gros bétail abattu pour les besoins du ménage est évalué à 246 kilogrammes, d'après le poids moyen des bœufs et taureaux, vaches et génisses abattus à l'abattoir.

d'hygiène de l'Empire en 1912), la consommation moyenne de viande serait de 51.9 kg par habitant.

En Grande-Bretagne et en Irlande, la consommation de la viande a grandi dans la proportion suivante:

Consommation de viande en Grande-Bretagne et en Irlande par habitant (en kilos).

	gros bétail	veaux	moutons	porcs	total
1890	21.2	0.9	8.1	15.3	45.5
1904	24.6	1.0	9.9	17.1	52.6

La consommation de la viande en Allemagne, calculée par habitant, était donc, en 1912, à peu près la même que celle de l'Angleterre en 1904. La consommation de la viande en Angleterre est regardée comme supérieure à celle des autres pays d'Europe.

L'augmentation de la consommation des boissons alcooliques par habitant n'a pas été considérable. De 1887/88 à 1911/12, la consommation de l'eau-de-vie a passé de 4.4 litres à 5.3 litres; la consommation de la bière de 98 litres à 99 litres, en 1910/11, et à 106 litres, en 1911/12, où l'été fut d'une chaleur anormale.

La consommation du tabac est restée la même. Elle était de 1.5 kg par habitant pour la moyenne des années 1907/11, exactement comme pour celle des années 1886/90.

De même la consommation du sel de table n'a varié que fort peu; elle oscille entre 7.5 et 8 kg par an et par tête.

Il n'en est pas de même de la consommation du sucre. Voici d'après les chiffres officiels la consommation du sucre en Allemagne:

moyenne
des années:

1887/88:	398 000 t	soit	8,4 kg	par habitant
1901/02:	669 000 t	„	11,6 kg	„ „
1910/11:	1 242 000 t	„	19,0 kg	„ „
1911/12:	1 112 000 t	„	16,9 kg*)	„ „

Malgré cet accroissement considérable et quoique l'Allemagne soit le pays qui produise, aujourd'hui, le plus de sucre, la consommation du sucre en Allemagne est encore distancée de beaucoup par celle de l'Angleterre et des États-Unis; par contre, elle égale presque celle de la France.

Consommation de sucre brut par habitant (en kg).

	Allemagne	Autriche-Hongrie	Grande-Bretagne et Irlande	France	Russie	États-Unis
1885/86	6.8	5.1	31.9	11.8	3.7	22.4
1910/11	19.0	13.0	41.1	19.3	10.1	35.9

Pour les denrées coloniales et les fruits, on relève presque partout un accroissement considérable de la consommation:

	café		graines de cacao		thé		riz	
	total t	par tête kg	total t	par tête kg	total t	par tête kg	total t	par tête kg
1886/90	114263	2.38	4 954	0.16	1912	0.04	84375	1.76
1912	168158	2.53	53 601	0.81	4126	0.06	161072	2.43

*) voir la note page 47.

De même, on constate une augmentation considérable dans la consommation du coton, la matière brute la plus importante pour l'habillement. Pour la moyenne des années 1886/90, la consommation de l'Allemagne fut de 201 000 t, soit 4.19 kg par habitant, tandis qu'elle était de 501.660 t, soit 7.56 kg par tête en 1912.

Tous ces chiffres sont des chiffres de moyenne. Il est clair qu'ils expriment des phénomènes généraux qui ne sauraient guère être influencés par des exceptions locales. Il en résulte incontestablement que, dans les vingt-cinq dernières années, la grande masse de la population s'est mieux nourrie et plus abondamment. Elle s'est aussi mieux habillée, ainsi que le prouve l'accroissement de la consommation du coton.

TROISIÈME PARTIE.

Le Revenu national et la Fortune nationale.

Les chiffres précis que nous avons donnés dans le chapitre précédent permettent de suivre le développement de certaines branches de la production nationale, l'augmentation du commerce et des transports et enfin l'accroissement de la consommation pour certains articles importants. Presque tous ces chiffres montrent quel gigantesque essor a pris notre activité économique; ils imposent à notre esprit l'image d'un peuple plein de force, de vie et d'ambition. Il est naturel de chercher à réunir ces traits épars en un tableau unique. Quand nous voulons nous faire une idée d'une entreprise commerciale ou industrielle, nous examinons son bilan, nous balançons son actif et son passif et nous exprimons en un seul chiffre sa situation financière. Ne pourrait-on pas appliquer cette même méthode à l'économie d'un pays?

On a déjà fait des essais de ce genre. Jusqu'à présent aucun d'eux n'a donné un résultat satisfaisant. Nous manquons, en effet, malgré les grands progrès de la statistique économique, des éléments nécessaires pour dresser un bilan correct et complet; nous n'avons pas d'inventaire exact ou de comptabilité qui embrasse la totalité de l'économie nationale. Il s'en suit que sur bien des points, on en est réduit à évaluer au lieu de constater. Un calcul dressé d'après

des données plus ou moins certaines remplace la liste des valeurs précises; on comble un peu, au hasard, de grandes lacunes; enfin les résultats obtenus en dernière ligne ne donnent que des valeurs approximatives susceptibles d'assez grands écarts. Malgré toutes ces insuffisances, il n'est pas sans profit d'essayer d'obtenir une image de notre prospérité nationale et de ses progrès. Un nombre unique, même largement approximatif, fixe mieux les idées qu'une longue série de détails précis.

I. Le revenu national de l'Allemagne.

Pour l'évaluer, on a une base relativement sûre dans les chiffres de l'impôt sur le revenu. Il est vrai que cet impôt étant perçu dans les différents États confédérés d'après des principes différents, les résultats bruts ne sauraient être comparés ou additionnés sans quelque précaution. Dans certains États confédérés, il n'existe aucun impôt qui permette de calculer avec sûreté le chiffre du revenu. On doit songer aussi que souvent, en dépit des règlements les plus sévères, les déclarations de revenu ne sont ni correctes ni complètes. Sans parler de la masse des petits revenus inférieurs à la limite minima, et par là même exempts de taxe, il est certain que l'inexactitude des déclarations de revenu soustrait chaque année à l'impôt une part considérable du revenu national.

Par bonheur, la Prusse qui est le plus grand État fédéral avec une population qui représente à peu près les trois cinquièmes de celle de l'Empire, possède depuis vingt ans un système d'impôt sur le revenu dont l'assiette permet des conclusions d'une certitude suffisante.

Dans le tableau ci-après (pages 86 et 87), on a complété sur certains points, par des évaluations, les chiffres

fournis par les statistiques de l'impôt sur le revenu en Prusse. On a eu recours à cette méthode approximative pour les personnes ayant un revenu de 900 à 3000 marcs. Leur revenu a été évalué en moyenne à 1500 marcs. On a procédé de même pour les personnes ayant un revenu de 900 marcs ou au-dessous et par conséquent normalement dispensées de l'impôt. Leur revenu moyen a été estimé à 750 marcs. On n'a pas tenu compte du revenu des personnes civiles puisque la majeure partie de ce revenu est déjà contenu dans le revenu des personnes physiques intéressées.

Afin de pouvoir donner un tableau de la situation actuelle et des progrès accomplis dans les dernières années, nous avons rapproché les résultats de l'année 1912 de ceux des années 1896, 1901, 1906 et 1911. Il n'est pas nécessaire de remonter plus loin que 1896; une nouvelle assiette ayant été introduite en 1892, il fallait attendre que le nouveau système ait fait ses preuves.

Les chiffres de 1912 indiquent que les revenus imposables furent pour cette année de 15 240 millions de marcs, contre 14 487 millions, en 1911. En supposant que pour 1912 les revenus exempts d'impôt (n^{os} 3 et 4 du tableau) aient été d'environ 7070 millions de marcs, contre 7142 millions, en 1911, le revenu total des personnes physiques en Prusse se monte à environ 22 310 millions.

Pour arriver au moyen de ces chiffres à évaluer aussi approximativement que possible le revenu réel, il faut tenir compte des points suivants:

D'abord, on doit ajouter au revenu imposable un supplément, généralement estimé à 10%, qui représente la portion du revenu imposable qui, en fait, est soustraite

à la taxe. Pour 1912, le revenu taxé étant de 15 240 millions de marcs, il faudrait l'augmenter d'environ 1524 millions.

Il faut ensuite tenir compte d'une partie du revenu des personnes non physiques. Seuls les dividendes répartis se retrouvent dans les revenus individuels des personnes physiques; il n'en est pas de même des profits restant acquis aux sociétés sous forme de réserves. Puisqu'aucune société, gérée selon de bons principes, ne se contente, même approximativement, des réserves légalement prescrites, il ne semble pas exagéré d'estimer que cette part représente un quart du revenu imposable des personnes civiles. Ce revenu étant estimé à 890 millions de marcs, cela fait pour 1912 un supplément d'environ 220 millions.

Si l'on tient compte de ces suppléments, le revenu total des particuliers se monte donc, pour la Prusse seule, à environ 24 milliards. Pour une population d'un peu plus de 40 millions d'habitants, cela fait un revenu moyen de presque 600 marcs par tête. En examinant les résultats fournis par l'établissement de l'assiette de l'impôt dans les autres États ayant le système d'impôt sur le revenu, on trouve que ce chiffre représente à peu près la moyenne pour tout l'Empire. En Saxe, la moyenne est plutôt un peu plus élevée; en Wurtemberg et dans le Grand-Duché de Bade, elle est un peu plus basse; dans les villes hanséatiques, elle est sensiblement plus haute et se rapproche de 1000 marcs; dans les États de Thuringe, qui sont relativement pauvres, elle est beaucoup moindre.

La moyenne prussienne appliquée à l'Empire, dont la population est d'environ 66 millions, donne pour les

Revenus des personnes physiques en Prusse.

Revenus	en				
	1896	1901	1906	1911	1912
1. Revenu total des contribuables ayant un revenu de plus de 3000 marcs	3371813202	4709360988	5621232580	7491937371	?
Moins les déductions autorisées par la loi .	482498767	661203935	840544486	1083123199	?
Reste comme revenu imposable de ces contribuables	2889314435	4048157053	4780688094	6408814172	6656200000
2. Revenu imposable des contribuables ayant un revenu de 900 à 3000 marcs, calculé d'après la moyenne arithmétique des limites des classes d'impôt	3196738200	4327900725	5551113675	8078444550	8583570000

3. Revenu des contribuables exemptés en vertu des paragraphes 19 et 20 (anciennement 18 et 19); en leur supposant un minimum de revenu moyen de 1500 marcs, on obtient au total*) .	308 713 500	428 730 000	509 683 500	953 611 500	952 786 000
4. Revenu des personnes et des chefs de famille exempts d'impôt, en leur supposant un minimum de revenu moyen de 750 marcs*)	6 460 495 500	6 542 760 910	6 626 449 500	6 188 780 250	6 119 193 000
5. Total du revenu des personnes physiques .	12 855 261 635	15 347 548 688	17 467 934 769	21 629 650 472	22 311 749 000

*) Notons que dans le mémoire de la trésorerie de l'Empire «zur Begründung des Entwurfes eines Gesetzes betreffend Aenderungen im Finanzwesen, Berlin 1908, Band III, Materialien zur Beurteilung der Volkswohlstandsentwicklung Deutschlands im letzten Menschenalter, S. 14», les minima de revenus moyens (voir Nos. 3 et 4) ont été supposés de 900 marcs et de 450 marcs.

revenus privés une somme de 39 à 40 milliards. Or, il faut ajouter au revenu privé le revenu non taxé et très considérable des corporations publiques, notamment des grands États confédérés et de l'Empire. En déduisant du total des recettes provenant des services publics les dépenses exigées pour l'entretien du personnel et du matériel de ces exploitations, on doit songer que les dépenses faites pour le matériel ne doivent être déduites qu'autant qu'elles ne constituent pas une augmentation ou une amélioration de ces exploitations. Le revenu de ces exploitations publiques peut être évalué à un milliard.

Le revenu annuel total de l'Allemagne dépasserait donc actuellement 40 milliards de marcs.

Calculé d'après les mêmes principes, le revenu total serait, pour 1896, d'environ 21½ milliards, soit environ 410 marcs par tête.

Dans les seize dernières années, l'accroissement du revenu serait donc de 80%, l'accroissement du revenu moyen par habitant d'environ 45%.

La comparaison de nos résultats avec d'autres évaluations montre que notre calcul n'a rien d'exagéré. M. von Schmoller a évalué le revenu national de l'Allemagne, en 1895, à 25 milliards (au lieu de 21½ milliards, en 1896, d'après la méthode adoptée par nous). En tenant compte de l'accroissement constaté ci-dessus, ce calcul donnerait environ 45 milliards pour 1911.

Notre évaluation coïncide à peu près, quant à ses résultats, avec celle de M. Steinmann-Bucher qui indiquait, en 1908, le chiffre de 35 milliards comme limite inférieure d'un calcul d'évaluation probable.

Pour l'étranger, nous ne pouvons que dans des cas très rares faire une comparaison avec l'Allemagne. Le

revenu national de la France a été évalué par M. Leroy-Beaulieu, il y a quelques années, à 25 milliards de francs = 20 milliards de marcs. Comme le revenu national de l'Allemagne pouvait être estimé à ce moment à environ 35 milliards de marcs, le revenu national de la France serait bien inférieur à celui de l'Allemagne. Calculée par habitant, la différence est naturellement moindre. Si l'on prend comme base l'année 1908, le revenu moyen par tête aurait été à ce moment d'environ 555 marcs en Allemagne et d'environ 514 marcs en France. Ce résultat peut surprendre, vu l'idée très généralement répandue de la richesse de la France. Il perd de son invraisemblance quand on y regarde de plus près. Il est possible qu'en France le chiffre représentant le capital par habitant soit plus élevé; mais cette différence est de beaucoup compensée par l'intensité plus grande avec laquelle on travaille en Allemagne. La France est le pays de la rente; l'Allemagne, le pays du travail.

Il y quelques années, Chiozza Money a évalué le revenu national de l'Angleterre à 1710 millions de livres sterling = 35 milliards de marcs. C'est exactement la somme qu'indiquent nos calculs du revenu national de l'Allemagne à ce moment. Cela fait par habitant un un revenu de 815 marcs en Angleterre, contre 555 marcs en Allemagne.

Il est tout particulièrement intéressant d'étudier la répartition du revenu national entre les différentes catégories de la population et les modifications de cette répartition.

C'est le but du tableau suivant établi d'après les statistiques prussiennes.

	1896	1901	1906	1911	1912
Population d'après le recensement (1000 personnes)	31 349	34 056	36 839	39 773	40 237
Nombre des personnes physiques exemptes de l'impôt sur le revenu (revenus jusqu'à 900 marcs)					
avec famille (1000 personnes)	21 066	20 590	20 297	16 383	16 005
sans famille (1000 personnes)	8 614	8 724	8 835	8 253	8 159
Nombres des personnes physiques imposables (revenu au-dessus de 900 marcs)					
avec famille (1000 personnes)	10 283	13 466	16 533	23 390	24 232
sans famille (1000 personnes)	2 859	3 933	5 013	7 192	7 542
Contribuables physiques avec un revenu					
de 900 à 3000 marcs (1000 personnes)	2 321	3 211	4 146	5 806	6 123
(revenus en millions de marcs)	3 197	4 328	5 551	8 078	8 584
de 3000 à 6000 marcs (1000 personnes)	215	281	343	522	548
(revenus en millions de marcs)	874	1 136	1 385	2 044	2 144
de 6000 à 9500 marcs (1000 personnes)	57.5	75.2	89.4	106.3	111.5
(revenus en millions de marcs)	427	559	664	792	832
de 9500 à 30000 marcs (1000 personnes)	47.3	63.9	74.8	93.7	99
(revenus en millions de marcs)	727	990	1 156	1 449	1 534
de 30000 à 100000 marcs (1000 personnes)	9.3	13.4	15.8	19.4	21
(revenus en millions de marcs)	462	670	784	972	1 052
au-dessus de 100000 marcs (1000 pers.)	1.7	2.8	3.2	4.1	4.5
(revenus en millions de marcs)	399	694	792	1 018	1 094

Pour l'époque de 1896 à 1912, ce tableau permet de constater les changements suivants :

1° Le nombre des gens ayant un revenu inférieur ou égal à 900 marcs a baissé de 8 614 000 à 8 159 000; par contre, le nombre des contribuables ayant un revenu supérieur à 900 marcs est monté de 2859000 à 7542000. Le nombre des individus exempts d'impôts, y compris leurs familles, est descendu de 21 066 000 à 16 005 000; par contre, le nombre des contribuables, y compris leurs familles, est monté de 10 283 000 à 24 232 000. Le revenu d'une grande partie de la population s'est donc élevé, au cours de ces quinze années, au-dessus de 900 marcs. Tandis qu'en 1896 plus des deux tiers de la population étaient exempts d'impôt, parce qu'ils ne possédaient pas le minimum de revenu imposable, moins des deux cinquièmes se trouvaient, en 1912, dans cette situation.

2° Abstraction faite des revenus excédant 100 000 marcs, dont nous reparlerons tout à l'heure, on constate que le nombre des contribuables et le revenu total ont subi leur plus grand accroissement dans les catégories de revenus de 900 à 3000 et de 3000 à 6000 marcs: l'augmentation a été environ de 250%. Dans ces deux classes, l'accroissement du revenu depuis 1896 est d'environ 6.8 milliards, sur un accroissement du revenu total imposable de 9 milliards de marcs.

3° L'accroissement du nombre des contribuables et du chiffre du revenu dans la classe de 6000 à 9500 marcs est un peu moindre : 94 % pour le nombre des contribuables et 95 % pour le chiffre du revenu.

4° Dans les classes suivantes, allant de 9500 à 100 000 marcs, l'augmentation est un peu supérieure à 100 %.

5° Dans la plus haute classe, dont le revenu excède 100 000 marcs, le nombre des contribuables et le chiffre du revenu se sont accrus à peu près dans les mêmes proportions que dans les classes de 900 à 6000 marcs, c'est-à-dire d'environ 150 %. Cette forte augmentation ne saurait être considérée comme analogue à celle des autres classes. Pour toutes les classes, en effet, sauf pour la plus haute, il faut tenir compte à la fois des entrées et des sorties ; or, aucun contribuable de la classe la plus haute ne peut en sortir, quel que soit l'accroissement de sa fortune.

Ce tableau nous permet de constater une élévation générale du revenu et particulièrement l'entrée d'un bon nombre de gens, autrefois exempts d'impôts, dans les classes de contribuables de 900 à 6000 marcs. Il n'est donc pas vrai que nous nous soyons développés dans le sens d'une ploutocratie.

Au reste, l'élévation générale des salaires prouve que cette augmentation du revenu des classes inférieures de contribuables est un fait réel ; un plus rigoureux système de taxation de la fortune ne saurait suffire à l'expliquer.

Prenons, comme exemple, le salaire des mineurs. Voici quel fut ce salaire net en moyenne et par an :

	District de Dortmund	District de la Haute-Silésie
1888	863 M.	516 M.
1912	1586 M.	1053 M.

Il faut considérer qu'on a déduit de ces salaires toutes les primes des différentes assurances ouvrières dont l'importance et le nombre ont sensiblement augmenté depuis vingt-cinq ans. En 1912, les dépenses moyennes pour les différentes branches de l'assurance ouvrière étaient de 204 marcs par tête dans l'industrie minière de la Ruhr.

Une comparaison de la situation en Allemagne et en Angleterre montre plus clairement encore l'augmentation des salaires dans l'Empire. En 1900, le salaire annuel moyen d'un ouvrier des mines de charbon était de 1732 marcs en Angleterre, contre 1332 en Allemagne, dans le bassin de la Ruhr; en 1912, par contre, de 1622 marcs en Angleterre et de 1586 dans le bassin de la Ruhr. Or, les salaires allemands sont des salaires nets, tandis que le mineur anglais doit payer sur son salaire les primes des différentes assurances, à l'exception d'une contribution de 20 marcs par tête payée par l'entrepreneur comme prime annuelle moyenne de l'assurance contre les accidents. En ajoutant 20 marcs au salaire moyen du mineur anglais et 204 marcs à celui du mineur allemand, on arrive pour l'Angleterre à un salaire moyen de 1642 marcs et pour l'Allemagne (bassin de la Ruhr) à une moyenne de 1790. En 1912, la différence est en faveur du mineur allemand et s'élève à environ 148 marcs; au contraire, en 1900, même en tenant compte des primes d'alors, elle était d'environ 278 marcs et en faveur du mineur anglais.

Ces changements ne sont pas, bien entendu, limités aux ouvriers des mines de charbon; on les retrouve dans les autres branches de l'économie nationale, quoiqu'ils ne soient pas partout aussi grands.

Quand on évalue le revenu annuel actuel du peuple allemand à 40 milliards de marcs, ce chiffre ne représente que le revenu brut de l'économie allemande. La majeure partie de ce revenu brut est absorbée au cours de l'année par les dépenses que chacun doit faire pour sa famille et par celles des grandes corporations publiques. On peut tracer un tableau assez exact de cette dernière sorte de dépenses au moyen des budgets de l'Empire, des États confédérés et des communes. Il n'en est pas de même de la consommation privée. Voilà pourquoi, quand on veut établir l'excédent annuel du produit de l'économie nationale sur la consommation, on en est réduit à une méthode indirecte consistant à calculer l'accroissement annuel de la fortune nationale.

II. La fortune nationale de l'Allemagne.

Les difficultés qui s'opposent au calcul approximatif de la fortune nationale sont encore bien plus grandes que celles qu'on rencontre quand on cherche à évaluer le revenu national.

Il existe, il est vrai, dans certains États confédérés, et notamment en Prusse, à côté de l'impôt sur le revenu un impôt sur la fortune. Mais l'assiette en est beaucoup moins exacte que celle de l'impôt sur le revenu. Presque partout la déclaration obligatoire fait défaut. Toutes les évaluations de la fortune nationale basées sur les résultats de l'assiette de l'impôt sur la fortune sont donc très approximatives. Nous avons, toutefois, la possibilité d'en vérifier l'exactitude par une étude des statistiques des valeurs mobilières et immobilières assurées contre l'incendie.

L'assiette de l'impôt sur la fortune donne les chiffres suivants :

	Fortunes imposables	Accroissement total	Accroissement par an
	millions de marcs	millions de marcs	millions de marcs
1896	63 578		
1899	70 042	6 464	2 155
1902	75 651	5 609	1 536
1905	82 410	6 759	2 253
1908	91 653	9 243	3 081
1911	104 057	12 404	4 468

En 1911, la fortune imposable en Prusse était évaluée à environ 104 milliards. Ce chiffre doit être, de même que celui du revenu imposable, augmenté de certains suppléments :

1° Un supplément représentant les fortunes qui, bien qu'imposables d'après la loi, échappent à l'impôt. Si nous évaluons ce supplément à 20 %, alors qu'il était pour le revenu de 10 %, ce taux n'est aucunement trop élevé. On doit songer qu'il n'y a pas de déclaration obligatoire de la fortune et que la propriété foncière, à l'encontre des autres valeurs, n'est pas imposée d'après sa valeur réelle mais d'après son revenu net; si bien que les chiffres qui la représentent dans l'estimation sont sans aucun doute inférieurs à la vérité.

2° Un autre supplément représentant les fortunes privées qui, selon la loi, ne sont pas soumises à l'impôt. Toutes les fortunes au-dessous de 6000 marcs et, parmi les fortunes de 6000 à 20 000, celles dont le propriétaire a un revenu annuel inférieur à 900 marcs, sont exemptes de l'impôt sur la fortune. Le nombre des gens

ayant une fortune inférieure à 6000 marcs fut évalué, pour 1911, à environ 5.4 millions; celui des personnes dont la fortune, comprise entre 6000 et 20 000 marcs, est exempte d'impôt, peut être évalué à 240 000. Si l'on suppose que la moyenne de la fortune des gens de la première catégorie est de 2500 marcs, celle de la seconde de 8000, on trouve pour ce deuxième supplément un total de 15.5 milliards de marcs.

3° Les meubles, ustensiles de ménage, vêtements, bijoux, objets d'art etc. sont exempts de la taxe sur la fortune lorsqu'ils ne font pas, à un titre quelconque, partie des biens immobiliers d'une entreprise. On peut, sans exagération, évaluer ce troisième supplément à 10% de la fortune imposable augmentée des deux premiers suppléments. On obtient ainsi le chiffre de 15 milliards, soit 375 marcs par habitant.

Le total de la fortune imposable et de ces différents suppléments est de 155 milliards de marcs. Disons en chiffres ronds 160 milliards, car la fortune des personnes civiles, non atteinte par la taxe sur la fortune, n'est pas entièrement englobée dans la fortune des particuliers intéressés dans les entreprises que représentent ces personnes civiles. Ce chiffre de 160 milliards donne comme moyenne de la fortune privée par habitant 4000 marcs. En appliquant à la population de l'Empire ce calcul fait pour la Prusse, on arrive au chiffre de 260 milliards de marcs. Ce serait la fortune privée de l'empire.

Il faut ajouter à ce chiffre l'immense fortune des corporations publiques.

A lui seul, le capital placé dans les chemins de fer de l'État est inscrit pour une somme de plus de

17 milliards. Or, ce chiffre est de beaucoup inférieur au capital effectivement investi et à la valeur réelle de l'entreprise. Le ministre prussien des finances, M. von Rheinbaben, a évalué, il y a quelques années, la valeur réelle des chemins de fer de la Prusse et de la Hesse à 19 milliards de marcs. Le chiffre de 20 à 25 milliards de marcs pour la totalité des chemins de fer allemands est donc des plus modérés.

A ces sommes, il faut ajouter une autre sorte de capital productif que possèdent les États et les Communes: les domaines et les forêts, les mines, les ports, les canaux, les améliorations apportées aux voies navigables, les réseaux des postes et télégraphes, la fortune de la Banque d'Empire, des banques des États et des banques privées d'émission, les tramways communaux, les usines à gaz et à électricité, les abattoirs, la fortune des caisses d'assurance publiques, qui était de deux milliards et demi de marcs, d'après le recensement de 1911; enfin les placements improductifs, tels que les écoles, les édifices et les autres propriétés des communautés religieuses, les musées et collections, les édifices des administrations et des tribunaux, les jardins et parcs publics, finalement l'inventaire total de l'armée et de la marine. On ne saurait évaluer les capitaux inscrits sous ces rubriques différentes à moins de 25 ou 30 milliards de marcs.

L'actif de l'Empire, des États confédérés et des corporations communales représenterait donc 50 milliards de marcs environ; leur passif est constitué par 25 milliards de dettes publiques; il reste donc en dernier lieu un actif de 25 milliards de marcs.

A la fortune privée de 260 milliards, il y aurait donc lieu d'ajouter une fortune publique d'environ

25 milliards; la fortune nationale allemande serait ainsi de 285 milliards de marcs.

Nous pouvons contrôler ce chiffre grâce aux statistiques des polices d'assurance; elles montrent que cette estimation est vraisemblablement trop basse. En Allemagne, le chiffre des valeurs assurées contre l'incendie (biens meubles et immeubles) a augmenté dans la proportion que voici:

Valeurs assurées (en millions de marcs).

	auprès des établissements publics	auprès des sociétés anonymes	auprès des sociétés mutuelles	total	accroissement total	accroissement annuel
1896	42 900	63 040	11 360	117 300	—	—
1902	54 065	80 657	12 290	148 012	30 712	5119
1905	61 160	93 245	14 585	168 990	20 978	6993
1908	69 479	108 813	16 070	194 361	25 371	8457
1911	79 368	123 623	18 007	220 998	26 637	8879

Ces chiffres comprennent les opérations faites à l'étranger par les compagnies d'assurance allemandes; ces opérations sont, pour les dernières années, d'environ 20 milliards. Ces chiffres, par contre, ne comprennent pas les contrats d'assurance passés en Allemagne avec des sociétés étrangères; il est impossible d'en déterminer l'importance. On peut, en tout cas, considérer le chiffre de 200 milliards de marcs comme le minimum de la valeur des meubles et immeubles assurés en Allemagne, auprès de compagnies allemandes ou étrangères, en 1911.

Dans ce calcul, nous ne tenons pas compte des valeurs non assurées ou insuffisamment assurées.

Le chiffre de 200 milliards ne comprend pas non plus la valeur du sol urbain et rural; l'assurance contre l'incendie porte sur l'inventaire et les bâtiments construits sur le sol, mais non sur le sol lui-même.

Vu la différence des prix du sol urbain, on manque de bases suffisantes pour en estimer la valeur.

Les évaluations sont très différentes; elles varient entre 20 et 50 milliards de marcs. Ce dernier chiffre est le résultat de l'estimation de M. Steinmann-Bucher qui attribue au sol de la commune de Berlin seule une valeur de 7 à 8 milliards de marcs. Les 6350 hectares de la superficie totale de Berlin comprennent 2574 hectares de chemins, routes, parcs, rivières et lacs, qui n'entrent pas en compte dans ce calcul. 3776 hectares sont des terrains bâtis ou à bâtir. Pour que cette superficie de 3776 hectares ait une valeur de 7 à 8 milliards, il faudrait que la valeur moyenne de l'hectare dépasse 2 millions de marcs. Celle de la «Quadratrute» (la «Rute» vaut environ 15 mq.) serait, d'après ce calcul, de 3000 marcs. Ce chiffre paraît trop élevé bien qu'on paie des prix beaucoup supérieurs à ceux-ci pour des terrains situés au centre de la ville dans des situations exceptionnellement favorables. Il paraît plus sûr d'estimer entre 1600 et 2000 marcs la valeur moyenne de le «Quadratrute» des terrains à bâtir à Berlin. Cette modification faite, on peut conserver la proportion établie par Steinmann-Bucher entre la valeur des terrains à bâtir à Berlin et celle du sol urbain de l'Empire. On obtient ainsi, comme chiffre de la valeur totale du terrain à bâtir dans les villes de l'Empire, 30 millards de marcs

au lieu des 50 milliards proposés par M. Steinmann-Bucher.

En Allemagne, la surface du sol employé à l'agriculture ou à la silviculture est de 50 millions d'hectares. Sur ce total, 26,4 millions environ sont en cultures (champs, jardins et vignes), environ 6 millions en prairies, 2,7 millions en pâturages et pacages, environ 14 millions en bois et forêts.

Vu cette distribution, il ne paraît point exagéré d'évaluer à 800 marcs la valeur moyenne de l'hectare servant à l'agriculture ou à la silviculture. Ce chiffre comprend toutes les améliorations non couvertes par l'assurance contre l'incendie. Nous obtenons 40 milliards de marcs pour cette partie de la fortune nationale.

Il faut en outre tenir compte de la propriété minière privée et publique qui ne figure dans les assurances contre l'incendie que pour ses établissements situés à la surface du sol. On peut l'évaluer, d'après certains calculs, à 5 ou 6 milliards de marcs.

Parmi les valeurs ne figurant pas non plus sur les listes d'assurances contre l'incendie se trouve aussi la flotte fluviale et maritime, dont la valeur dépasse un milliard de marcs. Il en est de même des marchandises assurées contre les risques du transport, qui se trouvent en route par terre ou par mer. Leur valeur peut être estimée à un milliard de marcs au moins. Il faut ajouter enfin la valeur de la monnaie en circulation; elle est au moins de 4 milliards.

L'assurance contre l'incendie ne tient pas compte des chemins de fer de l'État, dont nous venons d'estimer la valeur à 20 à 25 milliards.

Il en est de même des ports maritimes et fluviaux et d'une certaine partie des biens publics, tels que les postes et télégraphes et les édifices administratifs. Nous estimons ce groupe de valeurs à 10 milliards.

Enfin, il faut mentionner les différentes formes de placement des capitaux allemands à l'étranger: le portefeuille de fonds d'États étrangers, d'actions et d'obligations de sociétés étrangères, ainsi que nos créances sur l'étranger et toutes sortes d'entreprises agricoles, industrielles ou commerciales, exploitées à l'étranger par des Allemands.

Ce dernier point est un de ceux où les évaluations sont tout particulièrement difficiles. On ne doit accepter qu'avec la plus grande réserve les chiffres obtenus.

Les placements de capitaux allemands dans les pays d'outre-mer ont été évalués à 8 ou 9 milliards de marcs dans un mémoire publié, en 1905, par l'Office impérial de la marine. En 1892, le portefeuille allemand de valeurs étrangères fut évalué par M. von Schmoller à 10 milliards de marcs. Une année plus tard, le président de la Banque d'Empire, M. Koch, l'évaluait à 12 milliards. En 1905, le mémoire de l'Office impérial de la marine parlait d'un portefeuille de titres étrangers de beaucoup supérieur à 16 milliards de marcs. Mais on ne saurait songer à additionner tout simplement, comme on l'a fait souvent, la valeur estimée des capitaux placés dans les pays d'outre-mer et celle du portefeuille allemand de titres étrangers; on obtiendrait ainsi, en acceptant les chiffres du mémoire susdit, un total de 24 à 25 milliards. Ce résultat est inacceptable. Il faut considérer en effet que les placements de capitaux dans les pays d'outre-mer se font souvent, et

même pour la majeure partie, par l'acquisition de titres. En partant des chiffres de l'Office impérial de la marine, on peut évaluer, pour 1905, le total de nos capitaux placés à l'étranger à 20 milliards de marcs. Ce chiffre, qui est un maximum, paraît encore douteux. Aux émissions nouvelles de valeurs étrangères en Allemagne correspondent des réductions importantes, provenant de remboursements et de rachats opérés par l'étranger. Durant les dernières années surtout, les demandes de capital faites dans le pays par l'industrie ou les entreprises publiques ont été si grandes qu'elles ont sensiblement diminué l'importance des nouveaux placements à l'étranger.

Si l'on tient compte de toutes ces circonstances, il semble que le chiffre de 20 milliards, donné pour les placements allemands à l'étranger, soit, dans l'état actuel des choses, plutôt trop fort que trop faible. Toutefois, comme les autres suppléments nous laissent une marge suffisante, nous pouvons néanmoins adopter le chiffre de 20 milliards.

Voici la récapitulation des diverses catégories de valeurs:

Meubles et immeubles assurés contre l'incendie	200	milliards de marcs
Valeur du sol urbain et rural .	70	„ „ „
Mines	5—6	„ „ „
Navires, marchandises en route et monnaie métallique .	6	„ „ „
Fortune publique non assurée, y compris les chemins de fer	30	„ „ „
Placements à l'étranger . .	20	„ „ „
	en somme 331 à 332	milliards de marcs

Tandis que par la première méthode, fondée principalement sur l'impôt de la fortune, nous avons obtenu un chiffre d'environ 285 milliards de marcs, la seconde méthode, établie sur les statistiques de l'assurance contre l'incendie, nous donne comme chiffre de la fortune allemande celui de 330 milliards.

C'est entre ces deux limites, aux environs du chiffre de 300 milliards de marcs, qu'il faut chercher la valeur effective de la fortune nationale de l'Allemagne.

M. von Schmoller, a évalué la fortune nationale de l'Allemagne, pour 1895, à 200 milliards. De récentes estimations ont été arrêtées à ce chiffre rond. Or, depuis 1895, la fortune atteinte par l'impôt sur la fortune s'est élevée en Prusse de 63 578 millions de marcs à 104 057 millions, donc de 65 %, et la valeur des meubles et immeubles assurés en Allemagne contre l'incendie de 117,3 à 210,4 millions, donc de 80 % environ. Si l'on suppose que le quart environ de cette augmentation peut s'expliquer par un système de taxation plus sévère et le souci d'une assurance plus complète, ce baromètre de la fortune nationale accuserait de 1895/96 à 1910/1911 un accroissement de 50 à 60%. En admettant que la fortune nationale allemande ait été de 200 milliards de marcs en 1895, nous obtenons le chiffre de 300 à 320 milliards, pour l'année 1910/1911. Ce résultat concorde avec celui que nous avons déjà obtenu par deux autres méthodes différentes. Par contre, l'évaluation de M. Steinmann-Bucher, qui estime la fortune nationale, en 1908, à 350 milliards, paraît un peu trop élevée.

Notre estimation de la fortune nationale entre 290 et 320 milliards correspond à une fortune moyenne de 4500 à 4900 marcs par habitant.

La dernière évaluation méthodique pour la France (Edmond Théry) donne, pour 1908, 287 milliards de francs, soit 232,5 milliards de marcs, contre 243 milliards de francs, soit 200,8 milliards de marcs, pour 1892. Cela fait, par habitant en France, une fortune moyenne de 7314 fr., soit 5924 marcs, en 1908. Par le total de sa fortune nationale, l'Allemagne a devancé de beaucoup la France depuis 1890. Par contre, la fortune moyenne par habitant continue d'être plus élevée en France que chez nous.

En Angleterre, les évaluations varient de 230 à 260 milliards de marcs, soit de 5100 à 5800 marcs par tête. Aux États-Unis, le «Census Office» évalue la fortune nationale actuelle à environ 500 milliards de marcs, soit 5500 marcs par tête.

L'Allemagne viendrait donc encore aujourd'hui après la France, l'Angleterre et les États-Unis dans les statistiques de la fortune moyenne par habitant. Par contre, la fortune nationale totale de notre patrie dépasse celle de la France et de l'Angleterre de 20 à 25 %, tandis que celle des États-Unis dépasse la nôtre de plus de 50 %.

Les évaluations faites pour les pays étrangers étant peut-être encore moins certaines que celles qu'on a faites pour notre pays, tous ces chiffres doivent être acceptés avec la plus grande réserve.

III. L'accroissement annuel de la prospérité allemande.

Nous avons estimé le revenu brut annuel de l'économie allemande à environ 40 milliards de marcs. Ce revenu brut est consommé en grande partie au cours

de l'année. On n'a pas encore déterminé cette part. Le reste vient s'ajouter à la fortune nationale; c'est un revenu net, c'est l'épargne.

L'Empire, les États confédérés et les autres corporations publiques figurent pour une part considérable dans ces dépenses annuelles. Actuellement, les dépenses ordinaires de l'Empire sont d'environ 3 milliards de marcs par an, celles de l'ensemble des États confédérés d'environ 5,8 milliards, soit en tout 8,8 milliards de marcs. Parmi ces dépenses, 3,6 milliards sont affectés aux exploitations industrielles des États, qui n'entrent pas pour le moment en considération; la consommation proprement dite de l'État est donc de 5,2 milliards de marcs par an. Laissons de côté les dépenses extraordinaires de l'Empire et des États confédérés puisqu'elles contribuent pour une grande partie à augmenter la fortune nationale, et qu'elles ne sont pas une consommation dans le sens ordinaire du mot. Ajoutons, par contre, aux dépenses de l'État les dépenses des corporations municipales et autres corporations publiques; elles peuvent être estimées à 2 milliards. La totalité de la consommation publique serait donc un peu supérieure à 7 milliards de marcs, soit environ un sixième du revenu national annuel.

Les dépenses de l'assurance ouvrière — dont les recettes dépassent actuellement un milliard de marcs par an, c'est-à-dire la totalité des dépenses militaires et navales — ne figurent pas dans ce chiffre. Elles servent, en effet, d'une part, à grossir les réserves des caisses d'assurance et, de l'autre, reparaissent dans la circulation sous forme de rentes. Seules, les dépenses administratives de 80 millions doivent être inscrites au total de la consommation publique.

La consommation des particuliers ne peut s'exprimer dans une statistique. Par contre, leur épargne peut être estimée, ainsi qu'on va le voir, d'une manière assez sûre.

L'accroissement de la fortune nationale apparaît dans le chiffre des émissions nouvelles, dans la statistique des dépôts en banques, dans le développement des dépôts des caisses d'épargne et des coopératives.

Voici le tableau des nouvelles valeurs émises dans les Bourses allemandes, durant les vingt-cinq dernières années:

Émissions en Allemagne
(d'après la valeur effective).

années	crédit public			Valeurs hypothécaires
	rentes d'États	emprunts des villes	total	
1886—1890	1 508	274	1 782	1 248
1891—1895	1 356	409	1 765	2 189
1896—1900	838	841	1 679	1 879
1901—1905	2 125	1 195	3 320	2 262
1906—1910	4 131	1 942	6 073	2 588
1911	242	309	551	650
1912	642	366	1 008	309

années	crédit industriel et commercial			
	obligations industrielles	actions industrielles	actions de banques	total
1886—1890	146	800	329	1 275
1891—1895	202	372	257	831
1896—1900	497	2 495	1 303	4 295
1901—1905	642	1 456	561	2 659
1906—1910	1 080	2 921	858	4 859
1911	294	536	177	1 007
1912	388	906	140	1 434

années	valeurs allemandes	valeurs étrangères	total	moyenne par an
1886—1890	4 360	2 322	6 682	1 336
1891—1895	4 833	1 462	6 295	1 259
1896—1900	8 216	2 420	10 636	2 127
1901—1905	8 339	2 147	10 486	2 097
1906—1910	12 615	1 497	14 112	2 822
1911	2 249	460	2 709	2 709
1912	2 751	270	3 021	3 021

De 1886 à 1913, le montant des nouvelles émissions a donc été d'environ 53 à 54 milliards de marcs, soit une moyenne annuelle de 2 milliards. Dans les sept dernières années, la moyenne annuelle fut même d'environ 3 milliards. Cette augmentation ne peut pas être considérée en bloc comme une augmentation brute de la fortune. Parmi les nouvelles émissions figurent un bon nombre de valeurs qui proviennent seulement de la transformation d'entreprises privées en sociétés anonymes. Mais, par suite de remboursements, de liquidations, d'achats faits à l'étranger, il y a, à côté de cette augmentation, une réduction considérable d'autres valeurs. Puis, il faut tenir compte d'une forte augmentation des placements en titres dans les bourses étrangères et des placements en valeurs non inscrites à la cote. Remarquons dans le même ordre d'idées que la plus-value de beaucoup de valeurs industrielles et commerciales a largement balancé la baisse des valeurs à rendement fixe. Les chiffres de la statistique des émissions peuvent donc, une fois qu'on s'est rendu compte de ces différents facteurs, être considérés comme à peu près exacts.

De 1895 à 1912, les dépôts faits dans les banques allemandes ont dépassé 7½ milliards de marcs; ils ont

passé de 1770 millions à 9360 millions. L'accroissement moyen par an est donc de 460 millions de marcs.

Les caisses d'épargne allemandes ont vu leurs dépôts passer de 6.8 milliards de marcs, en 1895, à 8.8 milliards, en 1900 et à 17.8 milliards, en 1911; c'est une augmentation totale, de 1895 à 1911, de 11 milliards de marcs; ce qui donne une moyenne annuelle de 690 millions. La fortune de l'assurance ouvrière croît, actuellement d'au moins 500 millions par an. A elle seule, la somme des émissions annuelles, de l'accroissement des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne, de l'augmentation de la fortune de l'assurance ouvrière donne le chiffre de 4½ milliards.

Il est évident que ce chiffre ne représente pas l'accroissement total de la fortune nationale. Chaque année une partie seulement du capital produit arrive sur le marché sous la forme de valeurs de bourse ou de dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne. Une autre partie indéterminée et presque indéterminable va grossir dans toutes les professions, dans toutes les exploitations privées, ce qu'on appelle les fonds de roulement; cette partie contribue aussi à développer la consommation des personnes et des ménages qui croît à mesure que nos besoins s'affinent et que nos exigences de confort et de luxe augmentent. Nous manquons absolument de données pour évaluer cette partie de l'accroissement de la fortune; nous devons nous borner, pour nous faire une idée approximative de l'accroissement total, aux chiffres donnés plus haut du développement de la fortune nationale pendant les trente dernières années.

En Prusse, la fortune atteinte par l'impôt sur la fortune est de 104 milliards de marcs et constitue, d'a-

près nos calculs, environ un tiers de la fortune nationale totale de l'Allemagne; la fortune assurée contre l'incendie en Allemagne est de 221 milliards de marcs et en représente environ les deux tiers. Appliquons maintenant cette proportion à l'accroissement de la fortune atteinte par l'impôt en Prusse et de celle assurée contre l'incendie; déduisons, dans les deux cas, un quart de cet accroissement comme représentant le résultat d'un système de taxation plus rigoureux et le besoin croissant d'une plus complète assurance; nous obtiendrons les chiffres suivants:

1° D'après l'assiette de l'impôt sur la fortune:

De 1896 à 1911, la fortune imposable a passé de 63.6 à 104 milliards de marcs, et s'est accrue d'environ 40 milliards. D'après la proportion supposée, l'accroissement total de la fortune nationale est 3 fois plus grand, moins une déduction de 25 % sur la somme, soit 120—30 ou 90 milliards pour ces quinze années. Ce chiffre correspond à une augmentation moyenne de 6 milliards de marcs par an. Cette augmentation a varié suivant les périodes ainsi que le montre le tableau ci-dessous établi en milliards de marcs:

en moyenne des années	Accroissement annuel de la fortune imposable	Accroissement annuel de la fortune nationale totale
1896—1899	2 155	6.4 ·/. 25 % = 4.8
1899—1902	1 536	4.6 ·/. 25 % = 3.6
1902—1905	2 253	6.7 ·/. 25 % = 5.0
1905 - 1908	3 081	9.2 ·/. 25 % = 6.9
1908—1911	4 468	13.4 ·/. 25 % = 10.0

2° D'après les valeurs assurées contre l'incendie:

De 1896 à 1911, l'accroissement de ces valeurs a passé de 117.3 à 221 milliards de marcs. Il a donc été d'environ 104 milliards. L'accroissement de la fortune nationale serait donc de $\frac{3 \times 104}{2}$ —25% = 117 milliards de marcs, résultat un peu supérieur à celui que donne l'assiette de l'impôt sur la fortune.

L'accroissement dans les différentes périodes se calculerait comme suit (en milliards de marcs):

en moyenne des années	Accroissement annuel de la fortune assurée contre l'incendie	Accroissement annuel de la fortune nationale totale
1896—1902	5 119	7.7 ·/. 25 % = 5.8
1902—1905	6 993	10.4 ·/. 25 % = 7.8
1905—1908	8 457	12.6 ·/. 25 % = 9.5
1908—1911	8 879	13.3 ·/. 25 % = 10.0

La concordance relative des résultats de ces deux méthodes de calcul permet d'évaluer à 6 ou 7 milliards de marcs l'accroissement annuel moyen de la fortune nationale de l'Allemagne durant les quinze dernières années. Environ une moitié de cette somme se retrouve dans l'augmentation des émissions publiques et dans celle des dépôts en espèces. Pour ces dernières années, l'accroissement annuel de la fortune nationale est en chiffres ronds de 10 milliards, dont la moitié pour l'augmentation des titres et celle des dépôts en espèces.

Bien entendu ces chiffres de l'accroissement annuel de la fortune nationale ne renferment pas ceux de l'aug-

mentation pour ainsi dire automatique de la valeur de la propriété existante, notamment de la propriété foncière. Lors du calcul du revenu national, nous n'avons pas non plus tenu compte de cette augmentation. Déjà, pour 1886, M. von Schmoller, s'appuyant sur une estimation de M. Becker, a évalué cette plus value automatique à 2.5 milliards de marcs. M. Steinmann-Bucher l'estime à 3 à 4 milliards, c'est-à-dire à 4 % de la valeur de la propriété foncière urbaine et rurale qu'il évalue entre 90 et 100 milliards.

Cette première évaluation de 2.5 milliards paraît être trop élevée. La plus-value de la propriété foncière a été considérablement exagérée, parce qu'on a pris pour base du calcul la croissance exceptionnelle des grandes villes. Dans les villes moyennes et petites, il n'y a presque pas de plus-value automatique importante à signaler; quant à la plus-value de la propriété foncière rurale, elle est due, là où elle existe, surtout aux améliorations de la culture et à l'exploitation plus rationnelle du sol. Il paraît donc plus sûr de s'arrêter au taux moyen de 1½ à 2%. La valeur du sol ayant été estimée à 70 milliards, cela nous donnerait environ 1 milliard de marcs. On peut augmenter cette somme d'un demi-milliard en tenant compte de la plusvalue automatique des autres biens.

Pour le moment, l'accroissement de prospérité obtenu par le travail représenterait donc, par an, 8 milliards à 8½ milliards.

Il nous reste à faire remarquer que les chiffres qui expriment les progrès de la fortune nationale et du revenu national ne sauraient être considérés comme mathématiquement exacts, quand même les bases de nos calculs seraient plus certaines qu'elles ne le sont.

Les valeurs de la fortune et du revenu sont réduites, dans ces chiffres à l'argent, seul dénominateur commun dont nous disposions pour les valeurs économiques. Or, on sait que la valeur de l'argent n'est point un facteur absolument constant. On peut se demander si la valeur de l'argent n'a pas subi une diminution au cours de ces vingt-cinq dernières années, ainsi que paraît l'indiquer l'augmentation générale des prix. Il en résulterait la nécessité de corriger les chiffres de ce mémoire, ce qui ne pourrait se faire exactement. Toutefois, cette correction ne saurait être assez considérable pour enlever leur relief aux grandes lignes du développement que nous venons de tracer.

Le résultat de notre examen peut se résumer ainsi:

Le revenu national de l'Allemagne est actuellement de 40 milliards de marcs, par an, contre 22 ou 25 milliards vers 1895.

Sur ces 40 milliards, environ 7 milliards, soit un sixième, sont employés à la consommation publique et 25 milliards servent à la consommation personnelle. L'augmentation annuelle de la fortune nationale, qui était de quatre milliards et demi à cinq milliards, il y a quinze ans, est aujourd'hui de 10 milliards environ, dont un milliard et demi ou deux milliards du fait de l'accroissement automatique de la fortune existante.

La fortune nationale de l'Allemagne se monte aujourd'hui à plus de 300 milliards de marcs, contre 200 milliards environ vers 1895.

Ces chiffres tout nus expriment en valeur monétaire l'œuvre économique gigantesque que l'Allemagne a accomplie depuis que l'empereur Guillaume II est monté sur le trône.

J. S. Preuss, Imprimerie royale, Berlin S. 14, Dresdener Strasse 43.